

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIE

PRIX : 60 centimes

N° 189. — 4 AVRIL 1964

a
L
G
E
R
I
E



Il s'agit de créer les structures d'une nouvelle société (p. 6 et 7)

(Photo Elie Kagan.)

**Au sujet
de la F.N.S.E.A.**

A la suite des remarques de M. Raymond Le Boulanger de Saint-Calais (Sarthe), parues dans le « Courrier des Lecteurs » de Tribunal Socialiste, datée du 7 mars, relatives à la question de la viande en matière de politique agricole, on nous prie d'insérer les précisions suivantes :

Sans vouloir défendre la F.N.S.E.A. dont je connais les insuffisances et les anomalies, je pense tout de même que, pour être réaliste, il faut se garder de juger son action avec les mêmes critères servant à juger l'action des centrales syndicales ouvrières. L'organisation syndicale paysanne est unitaire. Elle représente en son sein une foule d'éléments hétérogènes, toutes les formes d'exploitations agricoles, toutes les formes d'organisations depuis les plus traditionnelles et les plus conservatrices jusqu'aux plus progressistes telles que les Associations d'exploitations en commun. L'agriculture la plus évoluée techniquement, la plus industrialisée, voisine avec l'agriculture des moyennes et petites exploitations. Sans porter de jugement de valeur sur cette forme d'organisation syndicale, on peut dire qu'il n'est pas possible, actuellement, d'espérer que la F.N.S.E.A. prenne, dans tous les cas, des positions révolutionnaires. Le syndicalisme agricole ne sera pas, de long-temps, un syndicalisme dit « de gauche ». Où votre correspondant a raison, c'est qu'il faut alors effectivement travailler pour fortifier les courants progressistes à l'intérieur de la F.N.S.E.A.

**Une menace
de disparition**

Un de ces courants vient de marquer des points au dernier Congrès. La représentation spécifique des fermiers a été doublée, celle des bailleurs reste provisoirement à deux représentants, mais elle est menacée de disparaître complètement l'an prochain. De toute façon, aucune représentation de propriétaires non exploitants n'est maintenant soumise. Voilà pour le deuxième point soulevé par votre correspondant.

**Un élément
non négligeable**

Pour le premier, qui concerne la question de la viande, s'il est exact que la récente grève avait pour thème essentiel la revalorisation des prix à la production (analogie à une grève ouvrière pour une augmentation des salaires), il est non moins exact qu'elle était faite également pour obliger les Pouvoirs publics à prendre en considération les propositions faites depuis longtemps par l'organisation syndicale paysanne pour une réforme du marché de la viande. Il serait trop long de faire une analyse de ces propositions. Rappelons qu'elles comportent toute une série de mesures pour lutter efficacement contre les spéculateurs, les intermédiaires, marchands de bestiaux, mandataires, etc. Qu'elles exigent la suppression des tueries particulières, donc l'interdiction aux bouchers d'abattre directement, etc... Sur ce point, il semble donc que la position de la F.N.S.E.A. représente (en l'absence de tout autre plan de réforme du circuit de la viande) un élément non négligeable du point de vue des consommateurs puisque, s'il était appliqué, il aboutirait à une diminution des prix à la consommation.

A signaler, en terminant cette trop longue mise au point, que si le bifteck a augmenté à nouveau ces temps-ci, les prix à la production ayant baissé également, on ne peut attribuer ces phénomènes aux conséquences de la grève de la viande. Mais ceci est une autre histoire qu'il faudra bien un jour conter.

J.E.F.

Orne :

Le P.S.U. avec les travailleurs

Le mercredi 18 mars 1964, un meeting rassemblant environ 600 grévistes s'est tenu à Alençon à l'appel de la C.G.T., F.E.N. et S.N.I. La veille, l'U.D. Force Ouvrière avait décidé de ne pas y participer à la suite d'incidents ayant opposé dans une grosse entreprise (Moulinex) ses militants à ceux de la C.G.T. Les contacts sont d'ailleurs rompus jusqu'à nouvel ordre entre les deux organisations.

Au cours du meeting, les orateurs de la C.G.T., Hees ainsi que Richer s'élevèrent contre le plan de stabilisation et son corollaire le blocage des salaires. Vivement applaudis, ils développèrent leurs attaques contre les récents propos de MM. Pompidou et Giscard d'Estaing et lancèrent un appel à l'unité syndicale. Ensuite, le camarade Vigile, secrétaire du S.N.I., qui parlait aussi au nom du Syndicat Unifié des Contributions directes, éleva le débat. Il affirma en particulier que le syndicalisme ne devait pas perdre son rôle de contestation et devait résister à toutes les tentatives d'intégration en cours. Vivement applaudi lui aussi, il s'élevait ensuite contre une politique de grandeur qui consistait à refuser de faire droit à des revendications reconnues justifiées pendant que l'on dilapidait des sommes astronomiques dans des budgets de guerre ou de prestige.

Il fallut au camarade Couderc (F.O. Agriculture) l'appui des représentants du S.N.I. et de la F.E.N. pour pouvoir prendre la parole. En effet, la C.G.T. l'avait prévenu la veille qu'on ne le laisserait pas parler (peut-être parce qu'il est secrétaire fédéral du P.S.U.). Il put alors s'adresser aux grévistes en ces termes :

« J'avais le 6 novembre représenté l'U.D. Force Ouvrière au meeting tenu ici même. Aujourd'hui, cette Union départementale ne participe pas à cette manifestation car chez Moulinex, des incidents se sont produits entre syndicalistes F.O. et C.G.T. Il m'appartient donc de regretter que certains militants des deux centrales s'opposent au nom d'un sectarisme dépassé. Il ne sert à rien de prôner l'unité syndicale si certains responsables s'amuse à conseiller à leurs adhérents de détruire les affiches ou de répandre la calomnie. Nous avons pourtant la preuve à la suite des dernières élections que seule l'union des hommes de gauche peut donner des résultats concrets. Nous n'arriverons pas à cette unité, si nous ne « faisons pas sauter les sectaires et le sectarisme ». En effet, ce qui est important, c'est que l'on soit syndiqué et non d'être persuadé que la vérité est seulement chez soi et jamais chez les autres.

Aujourd'hui certains vous ont dit

La vie du Parti

que cette grève de 24 heures allait donner des résultats tangibles. Ne l'espérez pas trop. Seule une action de grande envergure, mûrement concertée entre tous les syndicats ouvriers, groupant des millions de travailleurs peut infléchir la politique réactionnaire de ce gouvernement de droite. Créons dès maintenant cette unité qui permettra la préparation d'une grève non plus d'avertissement mais de durée illimitée. Dès maintenant, disons autour de nous qu'il faut faire déboucher nos revendications sur le vrai problème qui est essentiellement politique. Il faut remettre en cause toute la politique de ce pouvoir plus soucieux de la force de frappe et des potentats africains que des salaires, des logements, de l'Education, des Français à part entière que nous sommes. Nos libertés syndicales et politiques se réduisent sans cesse. Demain encore, la réforme administrative va transformer les préfets en gouverneurs de provinces. Nominations et affectations de fonctionnaires vont devenir le fait du Prince. Chacun d'eux se verra surveiller et noter par ce nouveau consul, le préfet. La gravité de ces nouvelles mesures échappe encore à des hommes dont beaucoup connaissent pourtant leur histoire et qui ont connu la même chose sous Vichy. Il sera bientôt trop tard. Camarades, il ne faut plus seulement se défendre de temps à autre quand le coup est trop lourd mais il nous faut aussi attaquer sur tous les points faibles. Et nous savons tous qu'il y en a plus qu'il n'est besoin.

Cet exposé fut chaleureusement accueilli par les grévistes. Il fut alors décidé de défilier jusqu'à la préfecture dans les rues d'Alençon. Une motion a été déposée à la préfecture mais il n'était guère besoin d'une motion pour affirmer le mécontentement. Le meeting et le défilé l'avaient amplement prouvé aux Alençonnais. Lesquels, entre les manifestations de paysans et les grèves d'ouvriers et fonctionnaires, doivent penser que « quelque chose » est en train de s'éveiller dans cette bonne ville. Ils n'étaient pas habitués à ça !

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse
.....
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.
(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

A tous ceux qui veulent aider le P.S.U.

De l'avis général, notre Congrès de la Grange-aux-Belles a permis un nouveau départ du P.S.U. Des bonnes nouvelles nous arrivent quotidiennement de la plupart de nos fédérations. Nos appels pour l'unité et le renouveau de la gauche recueillent de nombreuses approbations. L'extrême modicité des moyens matériels dont nous disposons nous empêche, seule, de donner une publicité plus grande à nos solutions. Aussi, lançons-nous un appel pressant à ceux qui ont les moyens de verser une cotisation mensuelle volontaire.

Je m'engage à verser tous les mois, pendant l'année 1964 à Jean Arthuys, trésorier national, la somme de F à titre de cotisation volontaire.

Nom Prénoms
Adresse :
Signature :

La souscription a rapporté, à ce jour, 10.190 F qui ont certes été les bienvenus. C'est loin d'être suffisant.

A tous, sans exception, nous demandons de prendre l'initiative de collectes et de nous en envoyer le montant. Que ceux qui le peuvent nous versent dès maintenant un acompte important. Nos besoins sont urgents. Retournez-nous la formule ci-dessous dûment remplie. Merci d'avance.

Edouard Depreux,
Secrétaire national du P.S.U.
Jean Arthuys,
Trésorier national,
81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)
C.C.P. P.S.U. 14.020.44 Paris

Que tous ceux qui le peuvent répondent à notre appel. Merci encore.
Edouard DEPREUX.

**Gard-Hérault :
Marche contre l'armement atomique**

Le dimanche 22 mars, le M.C.A.A., comité du Gard et de l'Hérault, a organisé une marche silencieuse sur le parcours Sommières-Nîmes, 28 km.

Au départ de Sommières 150 à 200 manifestants se sont groupés. Dans le cortège on pouvait voir des banderoles portant les inscriptions :

- « Non à la bombe atomique » ;
- « Contre la force de frappe » ;
- « Pas de bombe atomique ».

La traversée de chaque village a été marquée par une brève halte pendant laquelle un des participants à la marche a rappelé les buts du M.C.A.A. et le sens véritable de cette marche. A chaque fois, il a été dit également le soutien et la solidarité envers nos camarades le Dr Gouget et J.-L. Gauthier arrêtés injustement au cours d'une manifestation non violente pour la défense des libertés qui s'est déroulée la semaine dernière à Montpellier. Ces deux camarades membres du comité du M.C.A.A. de l'Hérault étaient en prison le jour de la marche à laquelle ils devaient participer.

Tout au long du parcours les marcheurs ont distribué de nombreux tracts.

L'arrivée à Nîmes à 16 heures s'est effectuée sans encombre avec un nombre beaucoup plus important de manifestants qui s'étaient joints en cours de route à cette manifestation.

Le calme et la résolution des participants à cette marche pour la Paix doit frapper l'attention et permettre une extension du M.C.A.A. dans la région où se trouve le Centre atomique de Marcoule, un des éléments de la force de frappe française.

Prenez note

l'adresse du secrétariat national du P.S.U.,
du secrétariat de la Fédération de Paris,
du secrétariat de la Fédération Seine-Banlieue
est désormais :
81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).

Nécrologie

Nous avons appris avec peine le décès de l'un des fils de notre ami Aubert, militant chevronné de la section P.S.U. de l'Isle-Adam. Aubert qui a rejoint le P.S.A. dès sa fondation est bien connu dans le secteur nord de Seine-et-Oise où l'on apprécie son dévouement au parti et son attachement au socialisme. En cette pénible circonstance, nous lui présentons nos sincères condoléances et l'assurons de notre affection.

LE BILLET DE JEAN BINOT

MÉTÉOROLOGIE

La galère salaminienne, dit-on, ne prenait la mer que par beau temps ; de même, c'est bien connu, les troupes du pape ne sortent pas s'il pleut. Athénien ou papiste, notre monarque reporté à plus tard sa tournée en Picardie, le ciel agricole s'étant alourdi et brouillé.

Décidément la nature des choses finira par établir qu'il est plus malaisé de se faire applaudir à Pontoise qu'à Mexico et qu'on se sent d'autant plus gaillardiste qu'on vit loin de la gaillardie.

De sorte que la solution, la bonne — pour nous, pour le monarque, et tant pis pour les Mexicains ! — consisterait pour le rival du serpent à plumes à retourner là-bas afin d'y poursuivre les études malencontreusement abandonnées par le nommé Soustelle.

L'INFLATION ? UN EPOUVANTAIL !

LA semaine dernière, M. Pompidou a cru bon de se faire interviewer à la Télévision pour justifier une fois de plus le « plan de stabilisation » de M. Giscard d'Estaing. Hausse des prix ? Inexistante ! Pouvoir d'achat ? En progrès ! Expansion ? Continue... Tout ce qu'il reconnaît, c'est que « à l'heure actuelle, certaines entreprises connaissent des difficultés ». Mais aucun chômage, aucune récession à l'horizon... En somme, tout va bien si les salariés s'abstiennent de revendiquer, et se contentent d'une stabilité qui s'exerce sur leur dos, comme à Saint-Nazaire et ailleurs.

Il est bien gentil, ce Monsieur Pompidou. Mais son collègue Giscard d'Estaing est plus franc. Pour lui, le « plan de stabilisation » couvre une politique patronale et gouvernementale à long terme, qui est celle d'un néo-libéralisme hostile à la planification, et propice à l'accroissement anarchique des profits sur le dos des salariés, tandis qu'une fiscalité de classe fournira de quoi fourbir la force de frappe. Le capitalisme, néo ou ancien, sait fort bien mélanger les méthodes planificatrices et les méthodes libérales quand cela lui est utile. Comme le disait Pompidou, « les salaires privés sont et restent libres », mais pour inciter les patrons « libres » à refuser toute augmentation, il a procédé à des restrictions de crédit. En compensation, il leur promet que le V^e Plan sera très « désarticulé », prévoiera un minimum seulement d'investissements publics et n'envisagera qu'une croissance de 3 % environ des salaires par an.

En somme, Pompidou et Giscard d'Estaing, encouragés par de Gaulle, travaillent à maintenir en vie la grande machine capitaliste en agitant l'épouvantail de l'inflation...

Parlons-en, de l'inflation ! Il y a des dizaines d'années que les économistes et les politiciens bourgeois en font l'argument-massue pour s'opposer aux hausses de salaires. L'inflation, pour ces messieurs, c'est « le cycle infernal des prix et des salaires », où bien entendu c'est toujours la hausse des salaires qui déclenche la hausse des prix. Même des économistes « progressistes » ou « de gauche » répètent souvent ces sornettes.

Répondant à l'interviewer de la T.V., Pompidou joue la grande scène du spectre : « L'inflation frappe vite, elle frappe fort et elle frappe ceux qui n'ont pas de réserves, c'est-à-dire les salariés, c'est-à-dire les petits commerçants, les petits agriculteurs, les retraités ». D'accord ! Mais cela veut dire qu'elle ne frappe pas les grands indus-

triels, les gros propriétaires fonciers, qui rattrapent leurs profits sur la hausse des prix. Cela veut dire que le grand capitalisme gagne à tout coup : quand il y a inflation, et quand il n'y a pas d'inflation. Cela veut dire que la masse des salariés — 70 % de la population active en France — est impuissante devant l'exploitation capitaliste — ou bien qu'il ne lui reste, pour sortir de l'insécurité et de la médiocrité quand ce n'est pas de la misère, qu'à en finir avec ce régime.

C'est vrai que l'inflation, c'est-à-dire une hausse des prix sans hausse de salaire correspondante, pour une valeur de travail invariable, amoindrit le pouvoir d'achat des salariés. Aussi bien, ce que veut la masse des salariés, c'est que soit réexaminée la valeur du travail, donc sa durée et son prix, par rapport aux profits et aux prix des marchandises.

C'est d'ailleurs ce que demandaient les organisations syndicales, de façon plus ou moins claire, à la « Conférence des revenus », et à la Commission Toutée sur les salaires dans le secteur public. C'est aussi ce qu'elles demandaient en vue de l'élaboration du V^e Plan, dans un sens diamétralement opposé à celui de Giscard d'Estaing.

D'ailleurs, il n'y a pas que l'inflation qui menace les travailleurs, il y a aussi toutes les conséquences régionales et nationales du jeu capitaliste : fermeture d'usines, déplacement d'ouvriers, entraves à la commercialisation directe, spéculation foncière, manipulation des horaires, bref toutes les formes sous lesquelles l'Etat et le grand patronat s'efforcent de maintenir les travailleurs dans l'insécurité et la servitude.

Toutes les grèves actuelles, toutes les manifestations revendicatives, les luttes pour le respect des droits syndicaux, convergent vers un mouvement général de remise en cause des structures capitalistes, responsables aussi bien de l'inflation, lorsqu'elle se produit, que de la déflation que constitue la baisse relative des gains lorsque les prix sont stables (ce qui n'arrive d'ailleurs presque jamais, comme le montrent tous les mois les statistiques les mieux camouflées).

Les travailleurs sentent confusément que s'ils ne parviennent pas à s'entendre sur un plan de lutte qui s'attaque aux perspectives établies par le néo-capitalisme, ils seront les éternelles victimes. Ce contre-plan doit mettre au centre de ses objectifs l'action sur les profits et sur la valeur du travail (son coût, son prix et sa durée). *Le calcul des profits et des taux et formes du salaire doit être arraché à l'arbitraire patronal,*

à l'intérieur et à l'extérieur des directives d'un plan démocratique.

Tout part de là et tout converge là. C'est le sens réel d'une action vérifiée et généralisée des salariés. L'action sur les profits et la réforme des salaires est liée à toutes les autres revendications du socialisme, elle en est la source, la racine. C'est elle qui commande les implantations d'industries, la forme des investissements, la répartition des revenus, les plans d'équipement, l'extension des services sociaux. Le gaullisme n'est que l'astuce politique du capitalisme pour résister à cette action.

Les multiples conflits de ces dernières semaines, qui renaissent chez Neyrpic à Grenoble, qui continuent à Saint-Nazaire, qui se poursuivent à l'E.D.F., chez les mineurs, les cheminots et dans les P. et T., prouvent que la poudre aux yeux des commissions Massé, Toutée et autres ne fait pas tout son effet. En acceptant de « prendre en considération » les conclusions de ces comités, le gouvernement espérait d'ailleurs que cette poudre aux yeux suffirait pour le moment. Mais ces comités, tout timides qu'ils soient, avaient soulevé un coin du voile. Ils avaient reconnu implicitement l'injustice de la distribution des revenus par le capitalisme. Ils avaient dû admettre qu'on ignore tout de la formation des profits, que l'Etat est le pire des patrons. Ils avaient fourni aux travailleurs des arguments contre la planification à la Pompidou. Ils avaient montré qu'avant de faire une politique de « contrats », les salariés devaient faire une politique de contrôle, et pour commencer, dans l'entreprise où ils travaillent.

« Après tout, s'écriait Descamps à Nantes lors du rassemblement, ces usines appartiennent aux ouvriers ! » A tout le moins, ils peuvent et doivent en contrôler le fonctionnement, pour commencer. On voit bien que c'est ce que craint le patronat, par exemple chez Neyrpic, ou chez Bull, c'est-à-dire dans des entreprises modernes où les ouvriers, les techniciens et même les cadres, mieux au courant du fonctionnement de l'entreprise, s'insurgent contre l'arbitraire patronal.

L'inflation, c'est surtout une menace du capitalisme. Mais pour combattre cette menace, cet épouvantail, il faut s'attaquer aux racines du mal, qui ne sont pas les hausses des salaires, mais la politique incontrôlée des profits. Ce que MM. Pompidou et Giscard d'Estaing savent aussi bien que nous !

Pierre Naville.

PRENEZ NOTE...

La Rédaction de TRIBUNE SOCIALISTE est transférée

81, rue Mademoiselle, PARIS-15^e - Tél. FON 22-60 - (Métro Cambronne ou Vaugirard)

L'Administration de TRIBUNE SOCIALISTE est toujours : 54, boulevard Garibaldi - PARIS-15^e - Téléph. SUFFREN 19-20

La conférence de presse de M. HERZOG :

LES FANTASIES GAULLISTES EN MATIÈRE DE SPORT

Le secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports a exposé jeudi dernier, au cours d'une conférence de presse, « les problèmes concernant le développement des sports en France. »

En fait, pendant deux heures, M. Herzog, jonglant avec les chiffres et les promesses, a brossé un tableau « étonnant » de la future politique de la V^e en matière de sport. Oui, étonnant est bien le terme car, à l'issue de cette conférence, les dirigeants de clubs et de fédérations sportives, eux-mêmes, trouvaient les chiffres avancés quelque peu fantaisistes. Ces chiffres, nous y reviendrons plus loin. Evoquons en premier lieu un incident qui s'est produit au cours de la conférence et qui mérite toute notre attention. M. Herzog a perdu ce jour-là toute sa superbe et le mépris avec lequel il répondait à une question de René Rousseau, président de la F.S.G.T. Ses attaques et ses menaces contre les responsables syndicaux militant à l'intérieur de l'A.S.S.U., la prise à partie de M. Jean Cornec, président de la Fédération nationale des parents d'élèves des écoles publiques, ont fait apparaître un « ministre » adversaire acharné du sport démocratique. Son entreprise véritable qui se cache derrière les vocables de réformes de modernisation et de démocratisation mérite d'être mise à nu si nous voulons sauvegarder le sport français.

Deux catégories de Français

René Rousseau, président de la F.S.G.T. (Fédération Sportive et Gymnique du Travail), a demandé, au cours de la conférence de presse, « comment il se faisait que la F.S.G.T. ne recevait qu'une subvention de 5.000 F (par an), alors que, selon les critères établis par le haut-commissaire, elle devrait en recevoir 240.000 ». M. Herzog se fâcha : « Avec quel argent avez-vous financé le voyage des athlètes travaillistes aux Jeux du G.A.N.E.F.O. ? (en Indonésie). Réponse de Rousseau : « Le pays organisateur a supporté tous les frais de voyage. »

M. Herzog répondit avec une violence que nous ne lui connaissions pas : « Alors, demandez à l'Indonésie de vous subventionner. »

Cette réponse incroyable de la part d'un ministre ne scandalisa pas seulement le président de la F.S.G.T. La plupart des journalistes présents, et

non des moindres, jusqu'aux inconditionnels de la R.T.F., furent « étonnés » de la « maladresse » de M. Herzog.

René Rousseau fit remarquer que la F.S.G.T. était une organisation française et que les sportifs travaillistes payaient leurs impôts en France et non ailleurs, tandis que le « ministre », pâle et coléreux, invitait les journalistes à poser d'autres questions.

Ainsi, et nous en avons eu la preuve, il y a pour le régime deux catégories de Français, et seuls les « fidèles » de la V^e sont Français à part entière et dignes d'intérêt, les autres n'ont droit qu'au mépris et à l'insulte.

La F.S.G.T. : 130.000 licenciés

La F.S.G.T. certes, et c'est un lieu commun de le souligner, est dirigée par les communistes, mais il n'en est pas moins vrai que le sport travailliste joue dans notre pays un rôle important surtout en ce qui concerne le sport de masse. Forte de 130.000 licenciés, la F.S.G.T. compte chaque dimanche plus de 100.000 jeunes sur les terrains de sports. Elle organise des championnats dans toutes les disciplines et de nombreux champions sont sortis de ses rangs.

— *En athlétisme* : El Mabrouck, Bally, Litaudon, Frayer, Lévêque, Badet, Monguillon, Rohée, Syrovatsky, Michel Bernard, Macquet, Ernst, Chêne, Josette Baujard.

— *En basket-ball* : H. Devoti, Pericini, Monclar, Kiledjian, Haudegand, Serrier, Dessaux.

— *En boxe* : Dauthuille, Montané, Ionescu, Poney, Vairolatto, Mondino.

— *En cyclisme* : A. Magne, A. Lazarides, Barbotin, Marcellac, Deledda, Senffleben, Vitre, Vidal.

— *En football* : Jonquet, Bongiorno, Delfour, Lozia, Fragassi, Senac, Boucher.

— *En gymnastique* : Fanara Pruvost, Palau, Gally-Lejeune, Richardot.

— *En marche* : Caron.

— *En ski* : Perrier, Forestier.

— *En volley-ball* : les frères Chabert, Liou.

Ce qui la distingue, entre autres, des autres Fédérations, c'est sa préoccupation de développer les activités physiques, sportives et de plein air parmi les masses, depuis l'école en passant par les centres d'apprentissage, les entreprises, jusqu'au moindre village.

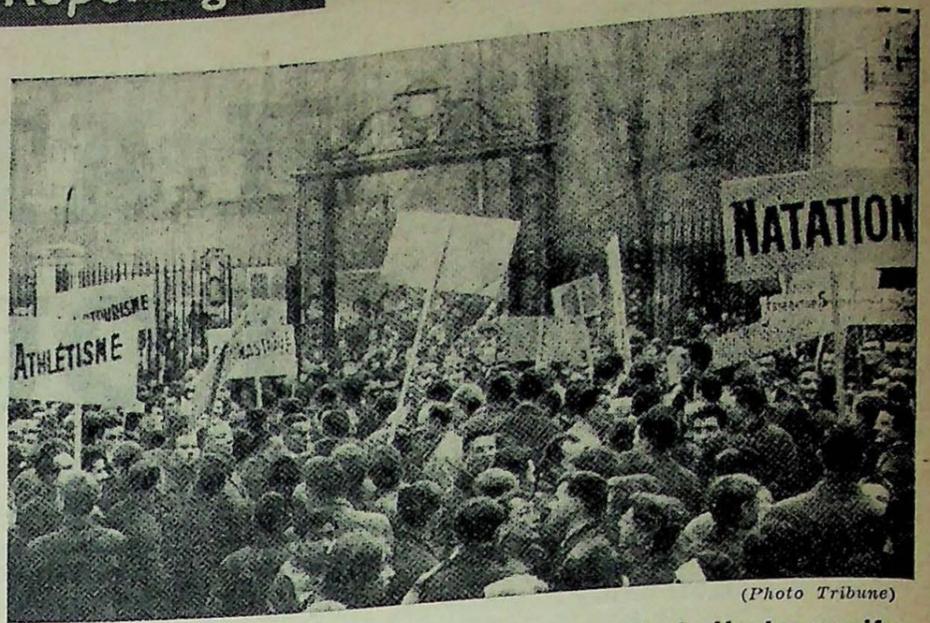
La F.S.G.T. a porté en priorité ses efforts en vue du développement du sport à l'entreprise dont elle fut l'initiatrice en 1936. La création des Comités d'entreprises, nouvelle conquête des travailleurs en 1945, a permis d'obtenir une contribution patronale efficace pour la création de clubs dirigés par les travailleurs eux-mêmes

A l'heure de Tokyo

Ces efforts en vue de développer le sport de masse sont d'autant plus justifiés que les résultats des derniers Jeux olympiques démontrent un recul des performances sportives de nos représentants illustrés par les quelques chiffres suivants :

Aux premiers Jeux olympiques d'après guerre, à Londres en 1948, les Français ont terminé à la troisième place en ramenant 33 médailles. En 1952, à Helsinki, notre pays reculait à la huitième place avec seulement 19 médailles, à Melbourne nous ne terminions qu'à la onzième place avec 14 médailles et à Rome à la dix-huitième place avec 5 médailles.

Cette année olympique sera pour M. Herzog l'heure de la vérité après six années de pouvoir. Certains journaux, sans parler de la R.T.F., commencent à préparer les esprits. On essaie déjà de dégager les responsabilités du gouvernement, du secrétaire d'Etat et du délégué à la préparation olympique.



(Photo Tribune)

Assez de promesses, des réalisations : les sportifs de Nantes manifestent pour réclamer un équipement valable.

Les insuccès de notre représentation nationale ne seront pas dus à leur politique autoritaire, circonstancielle et de prestige, mais (diront-ils) aux dirigeants des Fédérations qui se sont opposés avec vigueur à la « réforme sportive », au peu de place que l'on accorde aux techniciens dans les Fédérations, à la grande et trop importante diversité des sports pratiqués dans notre pays, à la jeunesse qui, en l'occurrence, aura de nombreux maux, aux « athlètes d'Etat » des pays socialistes, aux « phénomènes américains », au autres « monstres ». Sauf naturellement aux vraies raisons.

Pour que notre pays puisse figurer dignement aux prochains Jeux olympiques (de 1968, car pour Tokyo il est déjà trop tard), la seule politique sportive valable doit commencer à l'école.

Politique sportive à l'école

On a dit, écrit et répété que la formation d'un athlète, voire d'un champion, commence à l'école communale. Or la politique de l'enseignement au rabais entraîne, par voie de conséquence, une absence quasi totale d'éducation physique à l'école. Nous n'exagérons rien, à moins que vous n'appeliez éducation physique... vingt minutes deux fois par semaine, déshabillage et rhabillage compris, données dans les petites classes.

Et ce n'est pas la promesse de M. Herzog, qui n'hésite pas à annoncer qu'à l'issue du quinquennat, 725 piscines, 1.000 gymnases et autant de stades seront créés, qui change quelque chose à la situation désastreuse du sport à l'école.

Mieux, Herzog menace, au cours de sa conférence il prévient que : « ...Si certains représentants syndicaux continuent à mener une action de sabotage à l'intérieur de l'A.S.S.U., j'envisagerai de modifier en conséquence le fonctionnement de cet organisme. »

★

Au total, selon les déclarations du « ministre », la nouvelle politique de la V^e en matière de sport signifie :

— la mise à l'écart du Comité national des Sports représentant toutes les Fédérations et la création d'un Conseil supérieur des Sports composé par le gouvernement, totalement à sa dévotion, et qui disposerait de tous les pouvoirs ;

— la remise en cause de l'agrément par l'Etat et du Statut du Sport, en imposant l'agrément du président élu de chaque Fédération et la présence obligatoire à ses côtés d'un commissaire du gouvernement ;

— une réforme de l'A.S.S.U. qui risquerait d'aboutir à sa liquidation.

Une fois de plus, il n'y a donc pas de « politique » sportive en France.

Pendant des années, on attribuait ce fait aux changements continus des secrétaires d'Etat à la Jeunesse et aux Sports.

Beaucoup avaient exprimé l'espoir qu'avec la V^e République la nomination d'un ministre technicien et la longue durée de son mandat allaient permettre de donner une unité au sport français.

Et le temps passe ! Et la désillusion des journalistes spécialisés, à l'issue

de cette conférence, était générale. En 1964, le sport français continue à être vu par le haut. C'est son aristocratie qui intéresse les Pouvoirs publics. Et c'est ce qui est évidemment le plus spectaculaire, mais aussi le plus dangereux.

Que les équipes de France gagnent et le ministre sera honoré, reçu à l'Elysée et Matignon pavoisera pour une victoire internationale.

Que les tricolores perdent et c'est la critique stérile et le silence des responsables.

Il nous faut dénoncer le climat dans lequel vit le sport français.

Les démêlés du Racing Club de Paris et de son président, M. Deshayes, mettent certainement en cause la structure capitaliste des clubs professionnels.

Les favoritismes et les vetos des sélectionneurs de la Fédération de Rugby nuisent certainement à la valeur collective de l'équipe de France.

Il n'y a guère qu'en athlétisme où le travail d'un entraîneur qualifié comme Bobin commence à porter ses fruits. Et la véritable raison est liée à un travail en profondeur.

C'est là que réside, à notre sens, la différence d'optique essentielle entre les tenants du sport professionnel créateur de profit et les défenseurs du sport démocratique.

Ce dernier ne pourra se développer qu'avec l'accord des Fédérations sportives, des organisations de jeunesse et des forces syndicales, à condition que l'Etat mette à leur disposition les moyens nécessaires à la démocratisation sportive. Et il ne suffit pas seulement de moyens financiers. Et il ne suffit pas de créer une sorte de paternalisme sportif. Il faut communément considérer le sport comme un investissement et l'ouvrir le plus largement à la base : à l'école, à l'usine, dans les clubs omnisports.

La notion d'une élite sportive ne peut qu'être la résultante d'un large effort collectif.

Cela aussi, c'est du socialisme.

Rémy Grillaut.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF 19-20
 Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e) Tél. : PON 22-60

Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39.
 Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
 3 mois 7,5 F
 6 mois 15 F
 1 an 28 F
 Soutien 50 F
 Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 52-61, rue La Fayette Paris (9^e)

La vente des BONS DE SOUTIEN à TRIBUNE SOCIALISTE continue...

Si vous manquez de billets, adressez-vous à l'administration de T. S., 54, Bd Garibaldi, Paris-15^e (Tél. : SUF 19-20), qui vous en fera parvenir par retour du courrier.

Les familles populaires défavorisées par les deux premières années d'application du IV^e plan

Avant le
Ve plan

Le V^e Plan prévoyait, on le sait, un accroissement de la production nationale de 5,5 p. 100 par an, caractérisé par un progrès rapide des investissements (de l'ordre de 6 à 7 p. 100) et une augmentation moins forte de la consommation (4,7 p. 100 par personne et par an). Au début de 1964, après deux années d'application du Plan, la mi-chemin est dépassée pour un certain nombre de secteurs, sans être atteinte pour d'autres.

Les secteurs en avance

La production de l'industrie textile est en avance de 3 p. 100 environ sur les prévisions du IV^e Plan. La construction automobile est mieux placée encore : 5 p. 100 d'avance sur le Plan. La production des industries mécaniques est également un peu en avance : de 4 p. 100, mais il semble que ce léger gain doive être grignoté cette année, puisqu'on ne prévoit qu'une expansion de 4 p. 100 seulement, au lieu des 9 p. 100 inscrits dans le Plan. Dans le secteur des industries de biens de consommation, cependant, les prévisions de production du Plan resteront dépassées.

Globalement, la consommation française dépasse, de son côté, ce qu'avait prévu le IV^e Plan. Elle a augmenté en volume, de 6,8 p. 100 en 1962 et de 6 p. 100 en 1963, soit environ 13 p. 100 au lieu des 11 p. 100 prévus.

Mais cette avance n'est pas due à un essor de la consommation individuelle plus rapide qu'on ne l'avait envisagé. Elle s'explique essentiellement par le rapatriement massif des Français d'Algérie (700.000 au lieu des 150.000 prévus), ainsi que par le gonflement des prestations sociales beaucoup plus fort qu'on ne l'avait inscrit dans le Plan.

On prévoyait environ 7,7 p. 100 de croissance annuelle de ces prestations, alors que la réalité porte ce chiffre à plus de 10 p. 100. Aucun imprévu, cependant, dans cette poussée des dépenses sociales : les médicaments sont malheureusement de plus en plus chers, les vieux de plus en plus nombreux, et les jeunes, continuant plus longtemps leurs études, ont plus longtemps droit à des prestations familiales.

Bref, si la consommation globale a augmenté plus vite que ne le prévoyait le Plan, en raison surtout de la forte augmentation du nombre des Français, la progression individuelle est restée, elle, dans les normes du Plan, et même un peu en-dessous : 4,5 p. 100 par tête en moyenne et par an (au lieu des 4,7 p. 100 prévus).

Mais, penserez-vous, nous n'avons pas tous, et de loin, profité d'une telle progression de notre niveau de vie. Evidemment, et c'est précisément l'injustice de l'évolution actuelle. Des catégories importantes de la nation — et précisément les plus défavorisées — ont vu leur consommation augmenter beaucoup moins vite que la moyenne. Cela nous amène à parler des domaines dans lesquels le IV^e Plan est en retard.

Retards de production et d'investissements

Dans plusieurs secteurs, les objectifs de production prévus pour la mi-temps du Plan ne sont pas atteints. La production charbonnière est en retard d'environ 5 p. 100. La production d'acier a pris, elle, un retard de 15 p. 100 sur les objectifs initiaux qu'avait fixés le Plan, et de 10 p. 100 environ sur les objectifs rectifiés, le but initial (une capacité de production de 24,5 millions de tonnes par an en 1965) ayant été ramené, l'an dernier, à un niveau inférieur (22,5 millions).

La production de caoutchouc est, elle aussi, en retard (mais de 1 p. 100 seulement); on espère que ce handicap sera comblé cette année, s'il n'y a pas de crise dans l'automobile. L'industrie chimique s'était laissé distancer en 1962, mais sa forte expansion de l'an dernier l'a ramenée dans l'échéancier du Plan.

En revanche, l'industrie du gros équipement mécanique est considérablement en retard. Sa production a baissé de moitié l'an dernier et les perspectives actuelles ne sont pas favorables. Ce ne sont pas les chômeurs de Saint-Nazaire ou ceux de la Rhe-

Le V^e Plan est à l'ordre du jour. Le commissaire général Massé a indiqué dans son rapport que la « conférence des revenus » allait permettre de mieux préparer les chapitres sociaux. Pompidou, dans sa dernière allocution télévisée, a esquissé quelques grandes lignes du futur Plan. Le patronat, par les rapports de sa dernière assemblée générale, qu'il vient de publier, cherche, de son côté, à

influencer l'élaboration du V^e Plan.

Le moment est donc opportun de faire le bilan du Plan en cours. Après deux années d'exécution, où en est le IV^e Plan? L'examen est d'autant plus utile qu'il montre — une fois de plus — que ce sont les familles populaires qui font les frais de l'expansion, en ne retirant pas même du gâteau toutes les miettes qu'on leur avait promises.

nameca, en Alsace, qui diront le contraire.

Cette chute de la production métallurgique lourde se reflète, bien entendu, dans les statistiques d'investissement. Au bout de deux années de Plan, les investissements dits « productifs » — c'est-à-dire ceux des entreprises, par opposition aux constructions de logements et d'écoles — sont en retard d'un dixième environ sur les prévisions du Plan. Celles-ci envisageaient une augmentation de 6,4 p. 100 par an (en volume); or, les résultats ne montrent qu'un progrès de 5,9 p. 100.

Dans la sidérurgie, on évalue à 20 ou 25 p. 100 environ le retard des dépenses d'équipement sur les prévisions du IV^e Plan. François Peugeot, président du syndicat patronal de la mécanique, a cité des retards supérieurs pour les firmes de gros équipement. Dans l'enseignement technique, le ministère avoue que 35 p. 100 seulement des investissements du Plan ont pu être réalisés en deux ans, soit à peu près un tiers en moins du peu que l'on avait prévu.

Retard de moitié pour la consommation ouvrière

Dans le domaine de la consommation, les achats des familles ouvrières sont restés largement en retard sur les prévisions du Plan, déjà insuffisantes. Quelques chiffres permettent de mesurer ce scandaleux handicap.

En deux ans, le salaire horaire de l'ouvrier moyen, tel que le mesure le ministère du Travail, a augmenté (en valeur, bien sûr, pas en pouvoir d'achat) de 18 p. 100. Or les prix ont, dans le même temps, progressé de 10,9 p. 100 (indice officiel des 250 articles). Le pouvoir d'achat du salaire horaire ouvrier a donc augmenté en deux ans de 6,4 p. 100, alors que la consommation moyenne devait progresser de 9,6 p. 100.

Mais il y a peu de célibataires en comparaison du nombre des familles. Le cas de la famille ouvrière type est donc beaucoup plus significatif que celui de l'ouvrier sans femme ni enfant que nous venons d'évoquer. Or les prestations familiales ont augmenté, depuis deux ans, à peine plus vite que les prix : 12,9 p. 100 (contre 10,9 p. 100 pour le coût de la vie). Le pouvoir d'achat de ces prestations n'a donc augmenté que de 1,8 p. 100 en deux ans, soit à peine le cinquième de ce que prévoyait le Plan.

Au total, la famille ouvrière moyenne de trois enfants a vu son pouvoir d'achat progresser de 4,9 p. 100 en deux ans, alors que le Plan prévoyait une augmentation de la consumma-

tion individuelle de 9,6 p. 100. En clair, cela veut dire que la famille ouvrière moyenne n'a bénéficié que de la moitié de ce que lui promettait le IV^e Plan.

Il faut aussi mentionner la situation des agriculteurs qui, s'ils ont bénéficié d'une bonne production en 1962, ont vu leur revenu total stagner en 1963, ce qui ramène leur progrès de consommation moyen légèrement en dessous des prévisions du Plan.

L'inverse des priorités prévues

Il est particulièrement significatif que les secteurs dans lesquels le IV^e Plan est en retard soient précisément ceux pour lesquels ce Plan déclarait prévoir une progression privilégiée.

Trois groupes sociaux, disait le IV^e Plan, devaient particulièrement bénéficier de la période 1962-1965 : les familles, les petits salariés et les vieux. Les familles et les petits salariés, on vient de voir comment ils ont été, au contraire, désavantagés par rapport à la moyenne. Ce qui signifie que d'autres groupes sociaux ont profité de ce que n'ont pas eu ces familles.

En clair, le patronat, les commerçants, les cadres et les spéculateurs divers ont bénéficié du IV^e Plan plus qu'il n'était prévu, accroissant ainsi leurs privilèges. Nous avons récemment évoqué ce thème de l'inégalité sociale croissante en France dans *Tribune* (n° 185); nous n'y reviendrons pas.

Le cas des vieillards, pour être moins connu, n'en est que plus scandaleux. Les conclusions du rapport Laroque prévoyaient pour les personnes âgées une unification et une augmentation des retraites symboliques que leur verse la collectivité. Déjà, ces propositions étaient insuffisantes, puisqu'elles visaient à couvrir entre 40 et 60 p. 100 seulement des besoins minima des vieux, tels que les évaluent les statisticiens les moins discutables.

Or, le gouvernement n'a pas suivi ces recommandations, alors qu'il aurait dû, au contraire, les précéder, puisque les prix avaient monté de 13 p. 100 entre-temps. Il a porté en plusieurs étapes la retraite minimale à 3,60 F par jour pour les vieux payés économiquement faibles et à 4,40 F par jour cette pension pour les autres. Cela représente seulement entre le tiers et la moitié des besoins vitaux des vieux.

On le voit, en dépit des promesses répétées d'« année sociale » en « année sociale », le pouvoir gaulliste a désavantagé les trois catégories qu'il se déclarait lui-même, dans sa bonne conscience, décidé à favoriser.

Pourquoi en est-il ainsi? En raison

même de la nature de la planification gaulliste et de la composition sociale des groupes qui l'orientent.

● Que le plan soit dépassé dans certains domaines et mal suivi dans d'autres n'a rien pour étonner, puisque le plan gaulliste n'est pas obligatoire, mais constitue, selon la formule célèbre du commissaire général Massé, un « réducteur d'incertitudes », c'est-à-dire une sorte d'étude de marchés à l'échelon national, visant à déchiffrer ce à quoi aboutira l'évolution en cours, afin d'en réduire les aléas.

L'Etat lui-même ne respecte pas ce à quoi il a déclaré s'engager. Nous l'avons vu pour la consommation des groupes les plus défavorisés. On peut citer d'autres exemples : les H.L.M. locatives, dont la construction baisse au lieu de progresser; les constructions scolaires (le gouvernement n'accepte de scolariser que 140.000 enfants supplémentaires au lieu des 200.000 prévus); les hôpitaux (la hausse des prix et les lenteurs administratives ne permettent pas d'engager tous les travaux inscrits au Plan); enfin l'inflation, signe même du désordre économique et monétaire toléré par l'Etat.

● Que les objectifs du Plan ne soient pas respectés au détriment des catégories populaires n'est pas davantage pour surprendre. Elaboré essentiellement par les dirigeants patronaux et les hauts fonctionnaires (les représentants syndicaux, ouvriers, et cadres, n'ont eu que 8 p. 100 des sièges dans les commissions et les groupes de travail du IV^e Plan), exécuté sous leur direction, ce Plan sacrifie les intérêts des classes populaires chaque fois qu'il y a besoin de « serrer les écrous » pour parer au désordre de la balance des paiements ou de la monnaie. « Au bal des pompiers, ce sont toujours les mêmes qui dansent », dit la chanson; au plan gaulliste, pourrait-on ajouter, ce sont toujours les mêmes qui paient... Ceux, justement, qui ne font pas le Plan.

Chaque Plan quadriennal a eu son « petit plan d'adaptation », qui a pesé sur les catégories les plus faibles de la nation : le « plan de 18 mois », du temps d'Edgar Faure; le « plan intérimaire », sous Pinay et Baumgartner. Cette fois, c'est le « plan de stabilisation » qui est chargé, par Pompidou et Giscard d'Estaing, de limiter la consommation des faibles.

Pour qu'il n'en soit pas ainsi, il faudrait que le Plan fût élaboré tout autrement, c'est-à-dire démocratiquement; qu'il fût voté par le Parlement, après discussion sérieuse dans la nation; qu'il soit exécuté sous le contrôle des travailleurs et de leurs représentants. De la sorte, les classes populaires non seulement feraient prévaloir leurs vues au début et pendant l'opération, mais encore s'opposeraient à ce que les compressions — si nécessaires — pénalisent les plus défavorisés.

C'est dès maintenant que les organisations syndicales et politiques de gauche doivent définir leurs objectifs essentiels pour le V^e Plan. De façon à se battre ensemble pour leur triomphe. Faute de contre-plan commun, chacun sera réduit à se battre en ordre dispersé contre une nouvelle étape de la planification gaulliste.

L'expérience a montré que cette tactique ne menait pas loin et ne mobilisait pas l'opinion. M. R.



La famille française n'a bénéficié que de la moitié de ce que lui promettait le IV^e Plan.

La révolution algérienne et le problème de l'Etat

par Manuel BRIDIER

SI la révolution algérienne est suivie dans le monde avec une telle passion, si elle donne lieu à des commentaires contradictoires, ce n'est pas seulement à cause du passé, dont le souvenir encore chaud sensibilise l'opinion. C'est aussi que notre avenir dépend pour une large part du succès de son expérience. A travers les comités de gestion industriels et agricoles, le prolétariat d'Algérie forge un instrument dont le prolétariat d'Europe pourra demain se servir. Son effort est une contribution théorique et pratique d'une grande richesse à la doctrine socialiste en général.

Un échec de l'autogestion serait un recul considérable pour la conception du socialisme à laquelle nous sommes attachés. Il serait utilisé par les partisans du centralisme bureaucratique pour démontrer l'incapacité du prolétariat à gérer lui-même ses propres affaires.

Mais le résultat ou l'échec ne dépendent pas seulement du travail accompli dans tel ou tel secteur. Ils dépendent de l'évolution économique générale. Toutes les innovations politiques ou juridiques seront réduites à leur propre caricature si elles s'inscrivent dans un contexte général de misère.

Pour l'instant, la situation économique de l'Algérie reste menaçante. Les stocks s'épuisent. Le niveau de vie diminue. La production est stagnante. La balance des paiements est largement déficitaire. Tout doit donc être subordonné au développement de la production.

Le budget d'équipement qui vient d'être adopté par l'Assemblée algérienne consacre à la production 58 % des crédits contre 16,30 % à l'infrastructure et 9 % à l'enseignement. Cette proportion pourra choquer. Elle est fondamentalement juste.

Sans accroissement de la production, tout l'acquis politique et social de la révolution algérienne s'effondrera. Développer la production est aujourd'hui l'acte révolutionnaire par excellence.

Tel n'est pas, bien entendu, l'objectif du capitalisme mondial. Pour le capitalisme, le développement de la production est subordonné à la recherche du profit. Dans les pays ex-coloniaux, en particulier, le développement de la production n'est envisagé qu'en fonction des besoins mondiaux.

Le préalable de l'indépendance

L'indépendance économique et politique est donc la condition d'un développement conforme aux besoins des masses. Mais un minimum de développement économique, industriel notamment, n'est-il pas à son tour la condition de l'indépendance ?

Le gouvernement Ben Bella s'est efforcé de résoudre cette contradiction d'une manière réaliste. Il sait qu'il ne peut pas se passer des capitaux étrangers. Il sait aussi que les intérêts de ces capitaux ne sont pas les siens. Il s'efforce donc de les utiliser tout en les plaçant dans un cadre qui les neutralise.

Il s'agit d'abord de jouer sur les contradictions internes du capitalisme pour desserrer l'étreinte du capitalisme dominant, c'est-à-dire du capitalisme français. La construction du pipe-line d'Arzew par une firme britannique en est un exemple.

Il s'agit ensuite de circonscrire l'influence des capitaux étrangers dans l'espace (en leur assignant certaines branches de production) et dans le temps (en envisageant dès maintenant leur élimination).

La limitation du capitalisme privé « dans l'espace », c'est-à-dire son orientation vers les secteurs où son intervention est jugée souhaitable, est assurée par la création de sociétés d'économie mixte dans lesquelles l'Etat algérien détient 51 p. 100 du capital. Ces sociétés permettront, dans une première phase, l'utilisation du capital étranger et le maintien en Algérie des techniciens capitalistes dont l'industrie algérienne ne peut guère se passer actuellement.

Bien entendu, le capitalisme privé cherchera à déborder le cadre qui lui est fixé. Il cherchera à se servir de ses avantages techniques pour diriger en fait les entreprises, malgré sa position minoritaire. La « coexistence » à l'intérieur des so-

ciétés d'économie mixte ne peut se concevoir que sous la forme d'une lutte vigilante et permanente.

Il en va de même pour la limitation dans le temps. Le code algérien des investissements présente cette originalité qu'il prévoit les conditions d'expropriation du capital investi, y compris, bien entendu, des capitaux investis dans les sociétés d'économie mixte.

Certains capitalistes peuvent accepter, dans l'espoir d'un revenu immédiat, sans grand souci de sa durée. D'autres pensent bien que le temps travaillera pour eux et que l'échéance n'arrivera jamais.

La perspective définie par le gouvernement algérien suppose, en effet, le développement parallèle du secteur capitaliste et du secteur auto-géré. Bien entendu, ce développement ne peut être que transitoire. A plus long terme, l'un des deux secteurs doit disparaître.

Dans un discours prononcé récemment devant l'Assemblée Nationale algérienne, le ministre de l'Economie, Bachir Boumaza, déclarait nettement.

« Nous sommes prêts à garantir la propriété privée pour une certaine période, mais, à long terme, le secteur privé doit disparaître. Le secteur privé peut servir le socialisme s'il prépare peu à peu les conditions de sa propre disparition. »

Nous ajouterons, quant à nous, que l'issue de cette « concurrence » dépend d'abord de la mesure dans laquelle le secteur socialiste se développera. C'est à l'intérieur des entreprises autogérées que se joue l'éviction du capitalisme ou son retour triomphant.

Ni bureaucratie ni autonomisme

Si le secteur autogéré produit trop cher, s'il n'atteint pas ses objectifs, s'il est étranglé par le système bancaire capitaliste, c'est lui qui disparaîtra. Pour que le vaincu soit le secteur capitaliste, il faut que le secteur autogéré remplisse ses objectifs de production, ce qui suppose à la fois la discipline intérieure et l'aide de l'Etat.

Deux dangers le menacent dans cette entreprise : la bureaucratie et l'autonomisme.

Déjà les bureaucraties se servent des faiblesses inévitables pour préconiser la mise au pas des comités de gestion. Toutes les décisions seraient prises à l'échelon central. Les comités ne seraient plus que la façade folklorique d'une économie d'Etat.

Une telle politique ne tuerait pas seulement dans l'œuf ce que la révolution algérienne apporte de plus valable au mouvement socialiste en général, elle conduirait aussi à l'échec sur son propre terrain, celui de l'efficacité économique. Privé de son moteur psychologique, le secteur autogéré déclinerait et serait absorbé par le secteur capitaliste privé.

Mais l'échec peut aussi venir d'une coordination insuffisante. Les comités de gestion peuvent devenir autant de petites féodalités économiques, soucieuses du profit de « leur » entreprise, du revenu de « leurs » ouvriers, sans égard aux objectifs généraux du plan.

Une telle politique mènerait elle aussi au dépérissement du secteur autogéré. S'il ne faut stériliser l'autogestion, il ne faut pas non plus l'enfermer dans un autonomisme étroit.

Coordonner l'action des entreprises autogérées dans des conseils économiques locaux et régionaux. Créer une banque du secteur socialiste qui tiendrait les comptes de ces entreprises, gèrerait leurs dépôts et leur consentirait des crédits. Regrouper les meilleurs techniciens et chercheurs dans des bureaux d'étude, au service du secteur autogéré tout entier. De tels projets sont à l'étude et le prochain congrès de l'autogestion devra se prononcer à leur sujet.

En fait, c'est tout le problème de l'Etat et de la révolution qui se trouve ainsi posé.

Dans la période de transition qui est ouverte, le rôle de l'Etat est inévitable. La question est de savoir s'il peut aider les travailleurs à exercer et à apprendre leur rôle de gestion sans se substituer à eux à travers sa propre bureaucratie. Cela dépend de la nature même de cet Etat, du rôle des masses, du rôle et de la nature du Parti.

ALGÉRIE :

Il n'y a qu'un seul héros
LE PEUPLE

Après la défaite du Colonialisme

L'ELIMINATION DE SES SEQUELLES

2 000 000 de Morts = Océan de Sang

Pour que vive **LIBRE** l'Algérie



(Photo Elie Kagan.)

RÉFLEXIONS SUR L'AUTOGESTION

par Harris Puisais

Les néo-colonialistes qui gardent encore la nostalgie de l'Algérie des gouverneurs généraux, et les censeurs politiques opposés au gouvernement algérien parce qu'ils n'y sont pas ou n'y sont plus, portent le même jugement sur les mesures socialistes prises depuis un an par Ben Bella et ses ministres :

« Elles ont été prises trop tôt, à l'occasion d'une crise politique, et sans avoir été suffisamment étudiées. Elles ont désorganisé l'économie algérienne. Celle-ci n'était pas encore apte à en assurer l'application. »

Et comme toujours en la matière, il est juste de trouver de nombreux exemples de détails pour appuyer cette thèse. Mais ce qui compte c'est l'orientation générale donnée à l'économie algérienne, même s'il faut en corriger les excès ou les insuffisances.

On ne peut à la fois vouloir édifier un régime socialiste et conserver les anciennes structures du capitalisme colonialiste.

Dans un premier temps, tout au moins, l'erreur la plus grave serait de vouloir donner vie à un système hybride. Il se peut que sous cette forme des résultats spectaculaires soient enregistrés, surtout si on continue à vouloir faire une comparaison avec les statistiques de l'époque colonialiste. Mais l'indépendance politique ne peut s'assortir d'une semituelle économique. Celle-ci très vite impose ses exigences. Et le résultat final est alors soit une intégration à des groupes de pression, soit une crise politique préjudant une nouvelle poussée révolutionnaire. De toute manière ce système ne peut s'établir qu'en méconnaissant l'avis des travailleurs, en refusant la libre discussion avec les syndicats, en établissant une bureaucratie, techniquement téléguidée par des intérêts particuliers même s'ils ne sont pas systématiquement hostiles à ceux du pays où ils ont droit de cité.

Les décrets de mars 1963

J'ai connu, en 1963, les nombreuses propositions faites en Algérie, par les sociétés qui contrôlent l'économie de bien des pays d'Afrique Noire. Et la C.F.A.O., et le groupe Rothschild, par exemple, s'intéressaient beaucoup à l'organisation du commerce ou du développement du tourisme. Bien entendu, pour cela, conseillaient-ils au frère algérien de prendre un certain nombre de mesures dites « libérales » en confiant à des sociétés métropolitaines la gestion directe des secteurs les plus importants de l'économie algérienne.

Il y avait donc un choix à faire en 1963.

En tenant compte du fait que depuis l'indépendance, les Européens avaient massivement quitté l'Algérie, créant un « vide » économique qui

aurait pu être tragique pour la population algérienne.

En tenant compte que la masse paysanne algérienne (de loin, celle qui avait été la plus exploitée par le colonialisme) devait faire face à cette situation créant ainsi les conditions irréversibles d'une véritable « réforme agraire ».

En tenant compte que l'indépendance c'était la victoire du peuple, et que celui-ci désirait voir s'instal-

« Notre marche vers le socialisme doit être conçue en fonction de ce que nous sommes, de ce qui est particulier à notre pays, de ce qui lui est spécifique. »

Ben Bella.

ler un régime totalement différent du colonialisme. Le paysan pauvre ne demandait qu'une chose : que la terre soit à ceux qui la travaillent, l'ouvrier des villes souhaitant ne plus être exploité et pouvoir dans la dignité, exercer un vrai métier, les chômeurs, pas tous professionnels, on l'oublie trop, espérant que l'indépendance ce serait le droit au travail pour tous.

Le choix ne pouvait donc s'inspirer que de ces états de fait.

Quand un peuple a lutté pour sa liberté, pour sa dignité, et pour plus de justice, on ne peut trahir ses aspirations.

C'est sans doute prendre le chemin le plus long et le plus difficile.

C'est prendre le risque de voir parmi ce peuple, naître l'opposition, chez les plus patients.

C'est certes ne pas pouvoir régler tous les problèmes.

Mais qui le pourrait ?

En tout cas le choix fait en 1963 de créer par l'autogestion les conditions d'accès au socialisme nous a toujours, quant à nous, paru être le choix courageux et logique qu'il fallait faire.

Il était honnête de ne plus entretenir d'équivoques sur la notion des « biens vacants ». Les ordonnances de 1962 avaient été prises pour permettre le retour des Français. Ceux-ci traumatisés par les actes de l'O.A.S., enfermés dans leur psychose de peur et dans leur complexe de supériorité, avaient pour la plupart fait le pari que sans eux l'Algérie sombrerait dans le chaos. Ils ne trouvèrent du reste en France, personne sur le plan officiel, pour leur conseiller de retourner en Algérie, sous la sauvegarde française telle que la définissaient les accords d'Evian. Au contraire, le gouvernement français, à sens unique

en marche vers le socialisme

et avec primes à l'appui, organisait cet exode, comme si lui aussi avait fait le même pari sur l'incapacité à se survivre de l'Algérie indépendante. Le gouvernement algérien ne pouvait donc que prendre acte de cette situation.

L'autogestion et ses problèmes

Oh ! certes, l'autogestion fut combattue. Et elle a encore ses insuffisances. Mais objectivement pouvait-elle mieux réussir !

Que la production ait baissé ! Que les travailleurs encore inadaptes à leurs tâches aient connu des difficultés pour faire marcher leur ferme ou leur entreprise !

Que le climat économique conditionne « l'attentisme » de certains ou « la fuite » d'autres !

Que certains secteurs doivent être réorganisés à la lumière de l'expérience acquise !

Certes tout cela est vrai, mais normal.

Bien plus important est le fait que les travailleurs aient pris conscience du rôle qu'ils avaient à jouer et de l'importance de leur tâche.

Pensez que dans le secteur agricole, il va falloir cette année autogérer près de 3 millions d'hectares et que cela ne pourra pas la première année se réaliser sans qu'objectivement de grandes difficultés ne soient toutes surmontées ! Mais pour avoir vu comment les anciens fellahs, à l'occasion de leur congrès, savaient cerner leurs problèmes, je suis certain que peu à peu ils en triomphent.

Le caractère socialiste de la révolution algérienne est un fait. Les travailleurs gèrent :

— plus de la moitié des terres cultivables ;

— près de 450 entreprises industrielles (mais seulement encore 12 % de l'effectif des travailleurs).

Rien en Algérie ne pourra se faire sans eux ni contre eux.

C'est la raison pour laquelle, je suis personnellement attaché à ce que soit mieux organisé le secteur de la commercialisation des produits du secteur socialiste.

Les insuffisances sont trop nombreuses, les incapacités trop voyantes, les intérêts parfois encore trop particuliers.

Les congrès de mars et avril : le Parti et les syndicats

Et quand ils ont pour conséquence, des ventes à prix trop bas par l'intermédiaire de semi-monopoles, ou des retards à la signature de contrats qui font perdre plusieurs milliards à l'économie algérienne, je dis qu'il faut les dénoncer et en informer le Parti et le gouvernement.

Ces pratiques ne pourraient être comprises par les travailleurs et ils ne les ignorent pas toujours.

Dès maintenant nous pensons que le ministre de l'Economie nationale peut en ce domaine prendre les mesures qui s'imposent. Nous reviendrons du reste sur ce problème de la commercialisation dans un prochain article.

Cette semaine s'ouvrent à Alger les travaux du Congrès du Secteur industriel autogéré. C'est un congrès d'organisation qui devra justement faire le point sur les problèmes de l'autogestion.

Il apparaît dès maintenant que l'accent sera mis sur le rôle prépondérant que les travailleurs doivent jouer face à une tendance administrative plus confuse et plus paralysante. Il sera intéressant de suivre les discussions qu'ouvrira le débat sur l'intéressement des travailleurs à la gestion de leurs entreprises. Le gouvernement algérien abordant ainsi avec le problème des investissements l'une des phases les plus essentielles de l'économie socialiste.

D'autre part vers le 20 avril s'ouvriront les travaux du congrès du F.L.N. Dès maintenant la discussion du rapport de la commission chargée de son organisation est commencée.

Nous souhaitons que ce congrès permette de bien situer le rôle du Parti dans la vie politique et économique de l'Algérie, et définisse également les rapports devant exister entre le Parti et les syndicats.

Pour notre part nous souhaitons qu'une nouvelle bureaucratie de parti ne se substitue pas à celle de l'administration et nous pensons que si le Parti doit expliquer, animer et contrôler, il ne doit en aucun cas se substituer à l'action des syndicats. De cet équilibre entre Parti et syndicats doit naître tout l'équilibre du socialisme algérien.

Voilà les travaux et les perspectives qui attendent les travailleurs algériens. Ils vont faire le point de leur réalité et de leur vitalité.

Comprenez que nous ne pouvons rester indifférents lorsque le socialisme est concerné.

Tableau de la répartition des terres du secteur autogéré

Cultures	hectares	% du total Algérie
Céréales	774.000	24,5
Légumes secs	26.500	35
Fourrages artific.	46.600	57,5
Cultures industr.	11.800	46
Cultures maraich.	29.700	48
Cigognes	330.000	89,5
Arbres fruitiers	70.000	35
Prairies naturel.	14.000	42,5
Terres cultiv.	1.302.600	32,5
Jachère	748.000	25,5
Terres cultiv.	2.050.600	29,5
Pacag. et parc.	518.400	5,6
Terres improduct.	2.569.000	15,8
	76.700	14,5

Superficie totale des terres du secteur socialiste 2.645.700 15,7

Ce tableau souligne l'importance capitale du secteur autogéré pour l'agriculture algérienne. En effet, avec moins de 1/6 des terres agricoles de l'Algérie, il représente 1/3 des surfaces cultivées et la quasi-totalité des cultures riches (9/10 du vignoble, la moitié des cultures maraichères et industrielles, le tiers seulement des arbres fruitiers, mais, en réalité les 5/6 des agrumes).

L'inventaire définitif du secteur autogéré comprendra :

En plus : Les propriétés nationales ayant appartenu à des Algériens.

En moins : Les propriétés appartenant à des Européens ayant opté pour la nationalité algérienne.

La place de la France dans la vie actuelle de l'Algérie

par Claude ESTIER

Notre camarade Claude Estier nous a autorisé à extraire de son livre « Pour l'Algérie » (Editions François Maspero) les pages qui nous paraissent les plus utiles à compléter notre enquête. Nous avons pensé que les réflexions de Claude Estier sur la « coopération » méritaient de servir de conclusion aux réflexions franches et amicales que nos camarades Manuel Bridier et Harris Puisais avaient tirées de leur connaissance des problèmes algériens.

« Les Français en Algérie — je parle, bien entendu, des « nouveaux », non de ceux qui étaient déjà là avant l'indépendance et qui sont restés, les uns en se ralliant sincèrement à l'Algérie nouvelle, les autres en demeurant des corps étrangers — cela constitue trois catégories qui, quelquefois, se chevauchent : les enseignants, les techniciens, les « politiques ».

Les enseignants constituent, numériquement, le groupe le plus important. Ils sont à eux seuls environ quinze mille, dont un peu plus de la moitié étaient déjà en Algérie avant l'indépendance. Ce sont, en grande majorité, des jeunes, ce qui ne veut pas dire qu'ils constituent un groupe homogène. Certains sont venus (ou sont restés) par sympathie politique pour l'Algérie nouvelle. D'autres, qui, dans les années précédentes, avaient déjà enseigné en Tunisie, au Maroc ou en Afrique Noire ont rejoint l'Algérie de préférence à Carpentras, Beauvais ou Romorantin.

D'autres encore, se sont expatriés pour la première fois, pour faire une expérience. Ils n'ont pas tous réussi également, la plupart se considérant comme des exilés temporaires et soucieux de ne pas perdre le contact avec la « métropole ». Leurs intérêts matériels les ont souvent préoccupés, dans les premiers mois surtout, et je me souviens d'avoir rencontré un soir, dans un restaurant près d'Alger, le secrétaire général du Syndicat national des Instituteurs, Denis Forestier, qui faisait face difficilement aux récriminations d'un groupe d'instituteurs qui se plaignaient de grands retards dans le versement de leur traitement.

Il reste que des enseignants français en Algérie, qu'ils appartiennent aux écoles de l'Office universitaire et culturel français (2.000 maîtres environ en 1963-64) ou aux lycées et collèges dépendant des services algériens de l'Education nationale, ont joué depuis l'indépendance un rôle décisif. Dans le primaire comme dans le secondaire, sans parler du supérieur, ils ont permis que soit assurée la rentrée d'octobre 1962 et, mieux encore, celle d'octobre 1963. Le président Ben Bella leur a, à plusieurs reprises, rendu hommage. Ils peuvent, l'an prochain, venir plus nombreux, ils seront bien accueillis.

Les techniciens posent un autre problème. Ingénieurs, cadres techniques, spécialistes de telle ou telle branche industrielle ou agricole, ils ont été recrutés de façons diverses, tantôt au titre de la coopération officielle, tantôt par des voies parallèles et souvent en concurrence avec des candidats originaires d'autres pays.

La plupart sont aujourd'hui satisfaits de leur sort, même quand ils se plaignent parfois de méthodes de travail qui leur paraissent moins efficaces que celles auxquelles ils sont habitués.

Au début, pourtant, les volontaires étaient rares. Je me souviens du « démarchage » qu'avait fait, en février 1963, Ahmed Boumendjel, recevant dans sa chambre du Palais d'Orsay des représentants d'associations d'ingénieurs et de techniciens pour leur convaincre des avantages que leurs membres trouveraient en Algérie.

« Parce qu'ils n'étaient pas toujours des militants, bien des cadres français partis en Algérie avec beaucoup de bonne volonté, se sont trouvés dépassés par le vent révolutionnaire qui y souffle depuis un an. Ils ont souvent eu du mal à suivre le mouvement et sont apparus, parfois même malgré eux, comme des

« freins », lorsque leurs fonctions se trouvaient être en rapport avec la marche du secteur socialiste.

Est-ce à dire que les « politiques », ceux qui venaient en Algérie en connaissance de cause, étaient mieux armés pour réussir ? La question est, pour le moins, controversée.

J'entends par « politiques » ces quelques centaines de jeunes Françaises et Français ayant appartenu pendant la guerre à des réseaux d'aide au F.L.N., anciens insoumis ou déserteurs, ou ayant activement milité dans des organisations politiques — au P.S.U. en particulier — pour l'indépendance algérienne.

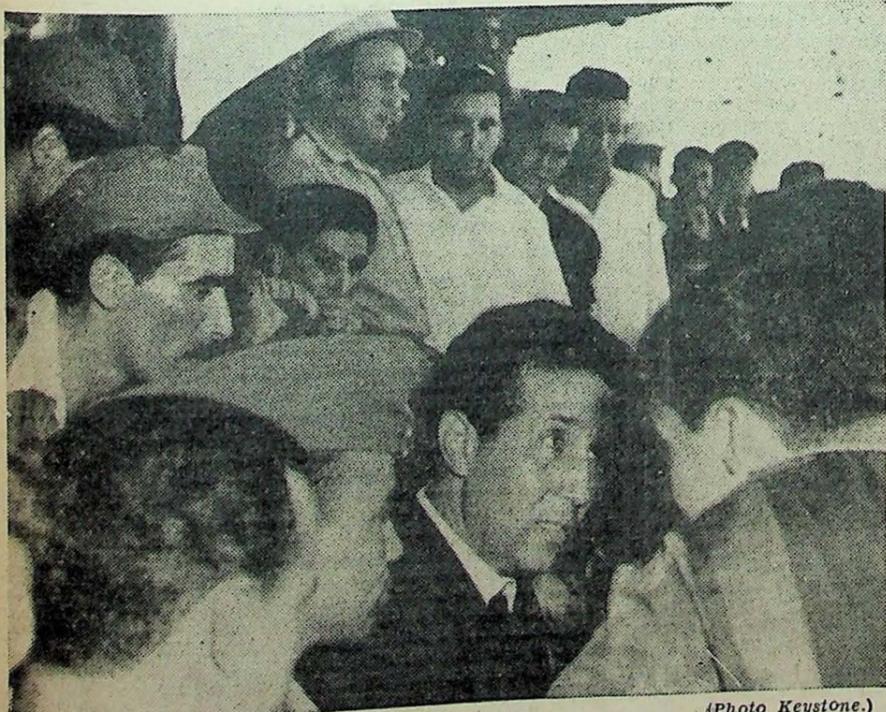
En juillet 1962, Alger était pour eux La Mecque, à la fois départ et conclusion d'une aventure. Mais de cette aventure, tous n'avaient pas la même conception et cela, déjà, explique que tous n'aient pas eu le même comportement ni, partant, la même réussite. Je ne parle même pas, volontairement, de ces quelques oppositionnels maladroits qu'un cheminement aberrant conduisit l'été dernier jusqu'au « maquis » de Dra-el-Mizan. Je me limite à ceux qu'un journaliste français a osé appeler dans un article aussi rempli de fiel que d'erreurs grossières (dans Candide) « les nouveaux affreux d'Alger ». N'en déplaise à ce journaliste, ils ne forment pas, eux non plus, un groupe

« Le problème n'est pas d'essayer un nouveau socialisme, car il n'y a qu'un socialisme, mais de préciser par un effort de recherche doctrinale les voies et les moyens qui mènent à une économie véritablement socialiste. »

Boumaza.

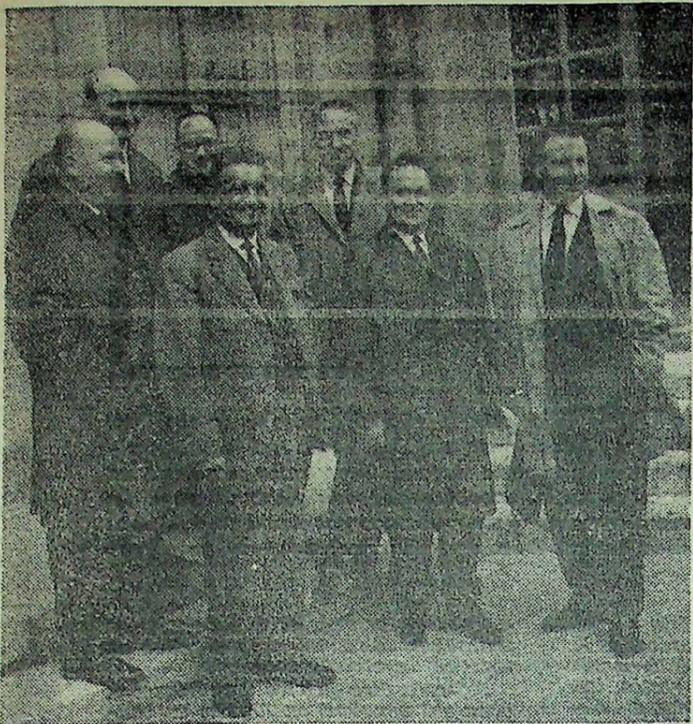
homogène même si plusieurs d'entre eux ont donné leur adhésion en août dernier à l'« Amicale des travailleurs étrangers en Algérie ». Certains ont réalisé, un peu tard, que l'Algérie n'était pas la France et qu'ils ne pouvaient être les penseurs d'une Révolution qui n'était pas la leur. L'amertume qu'ils ressentent parfois aujourd'hui est à la mesure de leurs illusions d'hier. D'autres, au contraire, qui étaient plus réalistes ont su, dans la presse, à la radio, dans le spectacle, dans les ministères, dans les services techniques, offrir leurs compétences en acceptant de tenir un rang plus modeste. L'efficacité de l'aide qu'ils apportent à l'expérience algérienne est pour eux la meilleure justification. C'est avec eux bien sûr, avec eux d'abord, que se sentent en communion d'esprit ceux qui, en France, s'efforcent de susciter et de développer l'amitié et la solidarité entre les peuples français et algériens et dont plusieurs centaines ont montré l'été dernier, sur le terrain, — médecins instructeurs de Cap Djinét, étudiants alphabétiseurs de l'U.N.E.F., volontaires des chantiers de travail — qu'ils savaient sacrifier leurs vacances à une cause que la gauche française a trop tendance, hélas ! à négliger.

Cette coopération de peuple à peuple est sans aucun doute une pièce maîtresse pour l'avenir des relations entre la France et l'Algérie. Il serait fou d'imaginer qu'elle puisse remplacer la coopération d'Etat à Etat qui n'est d'ailleurs nullement incompatible avec elle.



« Vous croyez vraiment que les dictateurs se promènent comme cela, au milieu du peuple ? »

LE GOUVERNEMENT SE RÉFUGIE DERRIÈRE SON PLAN DE STABILISATION



Ils se sont expliqués avec M. Pompidou au nom de leurs syndicats (ci-contre les représentants de la C.G.T.).

(Photo Agip.)

BOBIGNY : les travailleurs défendent leurs hôpitaux

Le 15 novembre 1963 avait lieu à Paris une conférence de presse organisée par les syndicats C.G.T., C.F.T.C. et C.G.T.-F.O. sur les conditions de travail dans les hôpitaux de l'Assistance Publique; les hôpitaux psychiatriques et les Etablissements de la préfecture de la Seine.

Le compte rendu, paru alors dans *Tribune Socialiste*, insistait sur le fait que les syndicats hospitaliers — revendiquant de meilleures conditions de travail pour le personnel et dénonçant simultanément l'état scandaleux des hôpitaux de Paris — apparaissaient comme les meilleurs défenseurs des malades et de la santé (1). Ce compte rendu appelait en conclusion à l'ouverture d'un nouveau front de lutte dans le secteur sanitaire, contre la politique antisociale du Pouvoir et à la multiplication des actions dans ce domaine.

La section C.G.T. de l'hôpital franco-musulman de Bobigny et l'Union Locale des Syndicats, au cours d'une conférence de presse et dans une plaquette publiée à cette occasion, viennent de donner l'exemple de ce qu'il est possible de faire dans chaque commune ou groupe de communes formant une circonscription hospitalière, pour mobiliser l'opinion publique sur ce problème.

Nous ne pouvons, dans l'espace qui nous est imparti, citer que quelques extraits du travail présenté :

— Bobigny est une commune ouvrière de la banlieue parisienne en pleine expansion démographique (18.000 habitants en 1955, plus de 45.000 en 1963).

— L'hôpital franco-musulman a, en conséquence, une activité sans cesse croissante : le nombre des malades est passé de 3.800 à 4.600 entre 1960 et 1963, soit 17 % de plus.

— Le nombre des urgences en chirurgie est passé, dans le même temps, de 4.400 à 6.160, soit 40 % de plus.

— La valeur des actes radiologiques, selon les cotations de la Sécurité Sociale, a augmenté de 25 %.

— Le nombre des interventions a augmenté de 25 % et la « valeur » des interventions de 50 %.

Or, pendant cette période, l'effectif — 9 laborantines, 7 manipulatrices de radio, 4 panseuses — est resté inchangé.

Dans les salles de malades, il est fréquent qu'une infirmière soit seule dans la soirée ou dans la nuit pour 72 ou 74 malades : ce chiffre est pour le moins scandaleux lorsque l'on sait que certains grands malades peuvent avoir besoin d'une surveillance permanente.

Le recrutement est très difficile pour plusieurs raisons :
— D'une part, les nouveaux crédits budgétaires, cependant indispensables, sont désespérément longs à obtenir.

— D'autre part, les décisions de création de postes, lorsqu'elles sont prises, ne sont pas toujours appliquées avec célérité... A Bobigny, 70 postes acceptés pour le 1er janvier

1964 ne seront (peut-être) mis en place et utilisés qu'en octobre 1964.

— Enfin, le recrutement de nouveaux effectifs est rendu très difficile en raison du surmenage, de l'insalubrité et des mauvaises conditions de travail : en septembre dernier, l'hôpital franco-musulman de Bobigny a vu arriver 10 jeunes infirmières fraîchement diplômées... Il n'en reste plus qu'une seule aujourd'hui.

— En ce qui concerne les locaux, à Bobigny, comme dans les autres établissements de l'Assistance Publique, ils sont absolument insuffisants :

— Service d'urgences où n'existe qu'une seule salle d'examen, où les malades attendent sur des chariots, sur des brancards dans le couloir central.

— Consultation de chirurgie où il n'existe également qu'une salle d'examen et où il n'est pas rare de voir des consultants arriver à 8 heures du matin pour ne ressortir qu'à 14 heures ! Et ce ne sont là que quelques exemples; on se demande ce qui se passerait s'il survenait une épidémie ou une catastrophe importante...

Les solutions sont politiques

Les remèdes sont évidents pour les travailleurs hospitaliers de Bobigny et ils ne sont pas différents de ceux qui semblent nécessaires aux travailleurs de Saint-Louis, de la Salpêtrière ou de Villejuif :

La volonté de considérer la santé publique comme un des premiers services du pays, de lui consacrer des investissements prioritaires, de relever massivement le budget de la santé publique qui est actuellement de 2,5 % du budget national.

C'est à ces conditions seulement que pourront être envisagés :

— L'installation des 15.700 lits nécessaires à la région parisienne;

— La formation et le recrutement des 8.000 infirmières qui manquent;

— Les 40 heures sans diminution de salaires au lieu de 48 actuellement;

— Des horaires et des conditions de travail permettant au personnel (en majorité féminin) d'avoir une vie de famille normale : deux jours de repos hebdomadaire, repos du dimanche plus fréquent, congés d'hiver pour travail insalubre, logement pour le personnel très souvent originaire de province ou d'outre-mer;

— Une formation et une promotion professionnelles permanentes...

Mais pour obtenir tout cela, il faut créer les conditions qui contraindront le Pouvoir à repenser sa politique en attendant qu'il soit chassé... Les travailleurs hospitaliers de Bobigny, avec l'appui de l'ensemble de la population et de la classe ouvrière, s'y emploieront jusqu'à ce que satisfaction soit donnée à leurs légitimes revendications.

La section P.S.U. de Bobigny.

(1) Les syndicats hospitaliers posent publiquement le problème de notre santé, par le Dr Albucher et Marcel Atlan; *Tribune Socialiste* du 23 novembre 1963.

APRÈS le mouvement du 18 mars, rien n'est résolu sur le plan social. Le gouvernement s'accroche à son plan de stabilisation.

M. Pompidou, décidément chargé de l'intendance, a déclaré dans son allocution télévisée que la hausse du pouvoir d'achat ne pouvait être supérieure à 3 p. 100 par an. Mais il a précisé « avec des prix stables ». A cet égard, nous sommes loin de compte et l'on peut estimer que l'augmentation de 4 p. 100 par an des salaires, considérée comme normale par le gouvernement dans le secteur public, a jusqu'ici été absorbée par la hausse des prix.

Pompidou a d'ailleurs précisé aux organisations syndicales qu'il n'entendait pas rompre une certaine parité des salaires dans les entreprises nationales. Un fonds commun assurerait une revalorisation de 3 p. 100 par an; un complément variable selon les entreprises serait discuté avec les syndicats et pourrait être distribué sous forme de salaire, d'augmentation des congés ou de réduction de la durée hebdomadaire du travail. Le premier ministre a admis qu'il y avait pour le secteur public un contentieux pour les neuf mois de 1963 précédant la mise en route du plan de stabilisation, mais les mesures nécessaires au règlement de ce contentieux seraient discutées à la fin de l'été pour être appliquées en automne. Le Pouvoir s'efforce de gagner du temps.

L'imposture

Sur un plan général, Pompidou a brandi dans les « étranges lucarnes » le spectre de l'inflation et il a utilisé le slogan éculé du péril communiste. Plus remarquable a été son affirmation selon laquelle il ne saurait y avoir d'unité européenne sans stabilisation des prix. On ne savait pas les gaullistes si soucieux de la construction de l'Europe ! En effet, plus ses rapports se détériorent avec ses voisins, plus de Gaulle recherche des amis lointains et quelque peu quémandeurs.

Il est vrai que le régime gaulliste a quelque chose de commun avec le néo-capitalisme qui domine l'Europe actuelle. En l'absence d'une planification européenne et aussi d'un front commun des syndicats face aux ententes capitalistes, les travailleurs continueront à être les parents pauvres de l'Europe. On leur prêchera la patience tandis que les affaires prospéreront.

Le chef du gouvernement a déclaré d'autre part qu'à l'occasion de la préparation du budget de 1965 il ferait preuve « d'un esprit d'économie rigoureux », tout en donnant « la priorité absolue aux investissements sociaux ». L'imposture est à son comble ! Le régime qui engloutit des sommes énormes dans la force de frappe prétend une fois de plus s'affubler d'un masque social. Quant à son esprit d'économie « rigoureux », on peut le mesurer aux voyages et aux réceptions du chef de l'Etat.

Qu'on nous entende bien ! Nous ne sommes pas contre l'aide aux pays en voie de développement. Nous ne faisons pas nôtres les thèses de M. Raymond Cartier, le directeur de « Paris-Match », ce bourgeois partisan du repli sur l'hexagone (après avoir servi comme tant d'autres l'« Algérie française » et le gaullisme) n'est pas de nos amis. On peut toutefois penser qu'une aide aux pays sous-développés qui passerait par le canal de l'Europe (voire de l'O.N.U.) coûterait sans doute moins cher et nous laverait de tout soupçon de néo-colonialisme. Soucieux de s'assurer une clientèle, M. de Gaulle est comme ces mauvais patrons qui paient mal leur personnel mais font ostensiblement l'aumône.

En ce qui concerne la crise de Nantes-Saint-Nazaire, Pompidou a prétendu que son gouvernement n'avait pas fait preuve d'imprévoyance. Ce

n'est pas tout à fait le langage qu'il trouvait auparavant lorsqu'il disait : « Il est vain à notre époque de s'entêter à rester sur la terre de ses aïeux », ce qui était une façon de sous-estimer le problème.

Vers un contre-plan breton

Il est vrai qu'il y a eu un certain nombre de manifestations. C'est pourquoi le gouvernement annonce qu'il garantit des commandes publiques et privées aux usines de Loire-Atlantique. La régie Renault devant créer d'autre part quinze cents emplois avant la fin de l'année prochaine. Les syndicats font remarquer que cela n'est que de « la poudre aux yeux », l'implantation de Renault étant déjà prévue ainsi que la construction d'un paquebot qui ne représente qu'un mois et demi de travail pour les huit mille ouvriers des chantiers.

En attendant, le gouvernement se refuse à mettre à la retraite les travailleurs âgés de soixante ou soixante et un ans, ce qui permettrait d'éviter les licenciements. Il ne faut pas, dit-il, créer de précédents fâcheux !

Le véritable problème est la mise sur pied d'un plan permettant la réanimation économique de la région de la basse Loire et de l'ensemble de la Bretagne. Au cours d'une réunion organisée à Lorient par le C.E. L.I.B., cette thèse a été approuvée. Il s'agirait de préparer un « V° Plan bis » pour la Bretagne qui pourrait être appliqué à la faveur d'un renversement de la politique générale en France.

On ne saurait sous-estimer l'importance de cette prise de position. L'ensemble des syndicats est prêt à participer à une journée nationale d'action pour la défense de l'économie de la Bretagne. Un premier colloque préparatoire a eu lieu à Lorient, réunissant les représentants de la C.G.T., de la C.F.T.C., de F.O., du C.N. J.A., de la F.N.S.E.A., de la C.G.C., de l'U.N.E.F. des neuf départements des régions économiques de Bretagne et des pays de Loire. La journée nationale d'action, qui aura lieu fin avril ou début mai, comportera des manifestations et des débrayages dans les villes les plus importantes. C'est la meilleure réponse à l'imprévoyance et aux prétentions du pouvoir gaulliste.

M. C.

COMMENT MILITER DANS LA REGION PARISIENNE

Les 18 et 19 avril est organisé sur ce thème un week-end en vallée de Chevreuse. Ce week-end sera essentiellement pratique : étude des besoins sociaux, démocratie, etc.

Inscriptions : auprès des Fédérations, des secrétaires de section (15-4 date limite).

Prix : 24 F tout compris.

Pour orienter et faciliter le week-end, une note documentaire et un questionnaire seront envoyés à chaque inscrit. On peut, pour préparer le week-end, consulter les ouvrages ci-après :

- *Que sais-je*, 609 : Technique de l'urbanisme. Tout ce qu'il faut savoir sur la région parisienne.
- *Exigences humaines du développement et de l'aménagement de la R.P.* (A.D.E.L.S.).
- *Revue Action Populaire*, fév. 1963.
- *Avant-projet du plan quinquennal* (Imprimerie municipale).
- *Projet de plan quadriennal* (Imprimerie municipale).

De Gaulle au secours de GLASSER chez NEYRPIC

COMMENCEE — comme du temps de Laniel — par un vigoureux « Non aux grévistes ! », l'« année sociale » 1964 se continue par une mesure nettement « progressiste » (à la manière gaulliste, bien entendu) : la chasse aux délégués syndicaux. C'est le ministre du Travail lui-même qui vient d'en prendre l'initiative.

Grandval, ce cher gaulliste « de gôche », a autorisé Glasser, le patron de combat de Neyrpic, à licencier deux délégués syndicaux de l'usine de Grenoble. L'affaire traîne depuis quelque temps ; le ministre du Travail l'a tranchée dans le sens patronal, sans même consulter les syndicats.

On sait qu'à la suite des mouvements de grève répétés, poursuivis dans l'unité par tous les travailleurs de Neyrpic — ouvriers, employés et cadres — Glasser avait dû céder largement en juillet dernier et renoncer à la remise en cause des accords signés avec les syndicats par son prédécesseur. Les syndicats n'obtenaient pas tout ce qu'ils voulaient, mais sur l'essentiel ils avaient gain de cause : les garanties antérieures n'étaient pas supprimées.

Bien entendu, Glasser a cherché à revenir sur sa défaite. Et, prétextant une compression de personnel — nécessaire pour sauvegarder la rentabilité (pour qui ?) de l'entreprise, dit-il — il licencia quatre des délégués syndicaux qui avaient participé activement aux manifestations du début 1963.

L'inspecteur du Travail de Grenoble, consulté, refusa ces licenciements, en raison de leur caractère de « règlement de comptes » évident. Glasser, furieux, fit appel au... gaulliste « de gôche » qui fait fonction de ministre du Travail. Et, pour lui faciliter la tâche, proposa de couper la poire en deux : deux licenciements, deux maintiens.

C'est ce marchandage honteux qu'a accepté Grandval, désavouant ainsi ses propres fonctionnaires et ramenant à rien la sécurité des délégués dans l'entreprise. On peut être sûr que cette affaire — qui confirme une fois encore la véritable nature du pouvoir et la mascarade qu'est le « gaullisme de gauche » — va faire du bruit.

« Collusion du pouvoir et du patronat »

Aussitôt, les syndicats grenoblois ont réagi et déclaré, dans un communiqué, appuyé par un débrayage de 2 heures : « Une telle décision est incompréhensible, si ce n'est qu'elle confirme les intentions du patronat et du pouvoir de porter atteinte aux libertés syndicales ».

Samedi, la C.G.T., la C.F.T.C. et F.O. ont publié une protestation plus circonstanciée, s'élevant contre « cette discrimination que rien ne justifie. Ils constatent que cette décision correspond très exactement à la proposition de « marchandage » faite par la direction aux organisations syndicales dès le 28 janvier 1964, ce qui démontre avec évidence la collusion du pouvoir et du patronat ». Tous les arguments « soumis aux pouvoirs publics par les organisations syndicales avaient démontré le caractère abusif de la décision de la direction à l'encontre des quatre délégués et rappelé que l'inspecteur du Travail de Grenoble s'était opposé au licenciement des quatre délégués en cause », ajoute la déclaration syndicale.

L'affaire est maintenant portée au niveau national, puisque les trois syndicats ont appelé les métallurgistes « à réagir dans l'unité en direction des pouvoirs publics par des motions, télégrammes et résolutions de protestation ».

Il y a en France 3.500.000 logements surpeuplés mais le pouvoir ne construit que 75.000 H.L.M. à louer par an.

Le S.N.E.S. dans l'alternative

LE Congrès du Syndicat national de l'Enseignement secondaire (S.N.E.S.) qui s'est tenu à Paris du 25 au 28 mars s'ouvrait sur un paradoxe. Le rapport d'activité présenté par Dhombres au nom de la majorité responsable allait-il être repoussé, alors que celui-ci pouvait prétendre avoir mené une action qui, en début d'année scolaire, devait aboutir à la création de la mission Laurent et des commissions de travail aujourd'hui mises en place pour régler les questions posées par les maîtres, concernant leurs conditions de travail ?

Une minorité de faveur permit à Dhombres de l'emporter par 9.593 mandants contre 8.593 et 2.647 abs-

tant que le rapport des traitements des enseignants entre le premier et le dernier échelon soit des deux tiers, ainsi qu'en formulant les principes d'une promotion interne, mode d'avancement et d'amélioration de la qualification professionnelle.

Même prudence en matière pédagogique. La quasi-unanimité du Congrès s'est retrouvée pour condamner les collèges d'Enseignement secondaire parce qu'ils apparaissent comme « une mesure de démantèlement des lycées complets existants » sans pour autant « dans leur état actuel » permettre d'assurer « dans de bonnes conditions tous les types d'enseignement au niveau du premier cycle », et résoudre « le problème de l'orien-

cent à percevoir que cela ne suffit pas sans pour autant être en mesure de proposer une alternative de contestation et d'action. Les changements de structure au sein de la F.E.N. (fusion du S.N.E.S. et du S.N.E.T.) en sont retardés. Pour combien de temps ?

Autant dire que les responsabilités de la direction du S.N.E.S., qui sera élue au lendemain du Congrès, seront lourdes et difficiles. D'autres motions l'ont souligné (motion d'action laïque invitant les jurys de C.A.P.E.S. et d'agrégation à ne pas siéger, si ces jurys devaient servir à recruter le personnel d'entreprises privées, motion dénonçant la possibilité de mettre le personnel des administrations, en



Pour que ceux qui viendront après aient une école à leur mesure. (Photo Agip.)

tions, soit 20.833 votants sur 38.169 syndiqués. Ces chiffres marquent l'hésitation entre plusieurs avis : les deux minorités moins importantes de Ruff et de l'Ecole émancipée, désapprouvant tant la plateforme trop limitée que l'arrêt prématuré de l'action, arrêt que désapprouvait également la minorité plus importante, « Défense de l'Enseignement secondaire ». Quant à la minorité la plus importante « Unité et Action » elle réclamait surtout une reconversion de l'action pour peser sur les discussions en cours, Dhombres et sa majorité affirment qu'il devait être tiré parti au maximum d'une action limitée. On le voit, face aux méthodes nouvelles du gaullisme, il s'agissait d'un véritable examen de conscience amorçant les débats du Congrès.

Par 18.631 mandats contre 11.631, le Congrès laissa la responsabilité à la direction pour conclure les négociations en cours avec les méthodes qu'elle réclamait. De fait le Congrès pensait-il déjà à l'impérieuse nécessité de poursuivre l'action dans le cadre de la Fonction publique, pour faire sauter le verrou du blocage des salaires ainsi qu'à la grande campagne à mener dès le troisième trimestre et dans la perspective de la prochaine rentrée scolaire avec l'ensemble des travailleurs et l'appui des parents d'élèves, « pour la Défense et la Promotion de l'Education nationale » ? Mais dans ses conceptions revendicatives le Congrès est demeuré prudent, refusant tout changement de plateforme dans le cadre de la Fonction publique, repoussant à de très larges majorités les motions tendant à instituer un traitement « binôme » (part sociale uniforme, part hiérarchisée) ou dans le cadre de l'Education nationale une nouvelle répartition du personnel. Il a réclamé pour les enseignants une augmentation uniforme égale à 20 % du traitement moyen de chaque catégorie, à valoir sur le reclassement des enseignants. Il a condamné la création d'un troisième cadre de professeurs du premier cycle non licenciés. Toutefois il a esquissé des propositions nouvelles en deman-

tant que tel, sous la loi militaire, dans le cadre du statut de Défense). La direction qui achève son mandat avait, il y a deux ans, obtenu à peine plus de la majorité absolue. Elle a sans doute profité de la diversité des oppositions. Sans trahir les secrets des réunions de « tendance », nous pouvons dire que le désir d'une plus grande cohésion, d'un effort de réflexion théorique mettant fin à l'hésitation et à l'empirisme surtout en matière revendicative est ressenti chez tous. La montée des jeunes y pousse. Le vote d'une motion définissant certaines conditions nécessaires pour la création d'un Front uni des travailleurs l'exprime. De l'hésitation à l'affirmation d'une alternative le S.N.E.S. peut-être est en route.

Jean Petite.

ŒUVRES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO

La "première édition vraiment complète" Paris Match

3 magnifiques volumes 21 x 27, épaisseur 6,5 cm, de 1800 pages environ, relié pleine toile, tranche dorée à l'or fin.

- ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES
- ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES
- ŒUVRES DRAMATIQUES ET CRITIQUES COMPLÈTES.

Chaque volume peut être vendu séparément mais, afin de profiter des conditions exceptionnelles (à partir de 13,50 F par mois le volume) offertes à nos lecteurs pour quelques jours encore, hâtez-vous de nous adresser le bon ci-dessous pour recevoir une documentation gratuite.

BON à adresser à : Librairie PILOTE, 30 rue de Grenelle, Paris 7^e.
Veuillez m'adresser je vous prie sans engagement de ma part, une documentation gratuite concernant les Œuvres Complètes de VICTOR HUGO.

Nom.....Profession.....

Adresse.....Signature.....

T.S. II

L'EXPERIENCE DES PROCES PREFABRIQUES

CE livre raconte l'affaire Rajk, telle qu'elle a été vécue derrière les barreaux de la prison et dans les locaux de la police. L'auteur, Bela Szasz (qui signe Vincent Savarius), en connaît tous les épisodes, car il fut arrêté en même temps que son ami Rajk. Il nous décrit donc son expérience des procès préfabriqués.

C'est là l'ouvrage d'un homme désabusé, certes, mais sans haine, qui ne cherche pas à faire de la propagande, qui cherche seulement à comprendre le mécanisme qui transforme un accusé récalcitrant en « volontaire pour l'échafaud ».

L'auteur, communiste depuis 1930, antifasciste notoire, exilé, est retourné dans la Hongrie nouvelle en 1946. Chef du service de presse au ministère des Affaires étrangères, puis au ministère de l'Agriculture, il est brusquement arrêté au mois de mai 1949. Mené dans les locaux de la police, il est aussitôt interrogé sur une rocambolesque affaire d'espionnage. L'auteur rejette les accusations. Il est, alors, soumis à un traitement qui ne diffère pas des traitements en vigueur dans toutes les polices politiques : coups, tortures, interrogatoires, supplice de la faim, brutalités et discours persuasifs. On a déjà rencontré ces méthodes durant la guerre d'Algé-

« Volontaires pour l'échafaud » par Vincent Savarius

rie, en Grèce, en Turquie, en Amérique du Sud... L'auteur souligne que les brutalités dont il a été victime furent rarement entachées de sadisme.

Mais l'originalité des procès staliniens réside dans les relations qui unissent la victime et le bourreau : communistes tous deux, ils cherchent à collaborer pour la réussite de la même cause. Mais cette collaboration est d'avance vouée à l'échec, car le policier ignore les motifs de l'inculpation tout autant que l'accusé. Au moment de l'arrestation, le jeu est déjà achevé, la condamnation prononcée. L'interrogatoire, les aveux, le procès ne sont plus que des formalités qui doivent transformer une condamnation en une arme de propagande.

Les policiers savent seulement qu'il s'agit d'une affaire très grave, vu que les ordres viennent de très haut, mais ils ignorent, en fait, de quoi il s'agit. Leur rôle est de fournir des aveux, fussent-ils fantaisistes. Une fois obtenus, on revient une

seconde fois sur les accusés afin de coordonner ces aveux. La troisième phase n'est qu'une mise au point : les accusés apprennent leurs aveux par cœur, tandis que les policiers leur offrent des repas reconstituants. On efface ainsi toutes traces de sévices. Durant les repas, les policiers promettent la vie sauve ou l'exil doré. Le jour dit, tout est au point pour le procès.

La plupart entrent dans le jeu pour sacrifier à la cause du socialisme, d'autres par crainte de la torture, d'autres encore pour échapper à l'absurdité d'une situation sans issue : tout est déjà décidé et il ne sert à rien d'essayer de convaincre les accusateurs. La police est un lieu hors du monde, sans recours.

Savarius, malgré les promesses, les tortures, refusa d'avouer et même d'accuser pour sauver sa peau. Il fut donc jugé à huis clos, puis libéré après la mort de Staline, lors du premier gouvernement Imre Nagy en 1954. Deux ans après, lors du soulèvement de Budapest, il quitta la Hongrie.

Poussé par le besoin de comprendre, il écrivit « Volontaires pour l'échafaud ». Sa thèse est d'ailleurs fort originale car il soutient que Rajk n'était nullement titiste. Il fut seulement victime de la lutte antititiste ; Rakosi, peu aimé de Staline, voulait montrer son dévouement en liquidant, par la même occasion, un rival dangereux. C'aurait pu être Kadar, mais ce dernier ne répondait pas aux besoins de l'accusation qui prétendait que, parmi les accusés, il n'y avait pas de travailleurs manuels. Kadar sauva donc sa peau.

Le livre de Vincent Savarius s'achève sur l'image de Christophe Colomb s'embarquant à la recherche de nouvelles terres. « Nous n'avons pas trouvé le rivage que nous cherchions. Ce n'est pas parce que tout allait pour le mieux sur celui que nous avons quitté. »

Olivier LECOQ

Julliard, collection « Les lettres nouvelles », 15 francs.

LES REVUES

Le numéro de janvier-février 1964 des Cahiers Reconstruction, dont on connaît le rôle dans l'évolution de la C.F.T.C., publie d'intéressants articles sur l'actualité politique et les problèmes fondamentaux du syndicalisme.

A propos des colloques socialistes et du manifeste des clubs (dont le G.R.O.P., composé de dirigeants nationaux de la C.F.T.C. et du C.N.J.A.), les Cahiers citent l'article de Paul Vignaux, publié dans France-Observateur, et condamnant la distinction faite entre « courant socialiste » et « courant chrétien ». Dans la même optique, la position de la F.E.N. et du S.N.I. sur ce problème est critiquée.

En ce qui concerne la candidature Defferre, Reconstruction en approuve le principe, mais critique le manifeste des clubs pour son « révisionnisme », notamment à propos des problèmes du secteur public et de l'indépendance syndicale.

Citons également une passionnante étude historique sur Lénine, le syndicalisme et la spontanéité ouvrière, d'où il ressort que Lénine et plus encore Trotsky étaient pour l'intégration du syndicalisme à l'Etat socialiste (bien que Lénine ait perçu avant de mourir le danger bureaucratique).

Les Cahiers publient, enfin, à propos de la « laïcisation » de la C.F.T.C., des réflexions sur les valeurs du syndicalisme.

M. C.

Vient de paraître

POESIE

● ANTHOLOGIE DE LA POESIE NORDIQUE (Collection UNESCO), Renaud Krantz. — Un choix de textes des plus variés : depuis les mystérieuses inscriptions runiques jusqu'aux hymnes chrétiens du Moyen Age. Ed. Gallimard, 16 F.

ESSAIS

● DEPOSESSION DU MONDE. Jacques Berque. — L'auteur propose une interprétation de ce qu'a été l'impérialisme et de ce que pourrait être la décolonisation de la terre. Ed. du Seuil.

● DE NAPOLEON A DE GAULLE. Jacques Ducloux. — Du 2 novembre au 13 mai. Ed. Sociales.

LIVRES DE CINÉMA

Le procès Clouzot

ALORS que la T.V. éprouve le besoin de consacrer une séquence de « Sept jours du monde » à la conversion de H.-G. Clouzot au catholicisme, Raymond Bellour et Francis Lacassin (1) nous rappellent opportunément que l'homme est d'abord l'un des cinéastes français les plus pénétrants de l'immédiate après-guerre. Observateur précis et impitoyable de la vie en vase clos, Clouzot évoque Balzac ; ses films sont autant de constats, à un siècle d'écart de « La Comédie humaine ». C'est, peut-être, pour cette raison qu'ils font grincer les mâchoires des philistins. L'étude se présente sous la forme d'un procès (avec témoignages à charge et à décharge). Elle est, comme tous les livres de cinéma édités par Eric Losfeld, richement illustrée.

Jean-Luc Godard

AVEC l'évidente conscience de la difficulté de sa tâche, Jean Collet (2) explique Godard, ou plutôt montre ce qui fait, à ses yeux, la valeur de son œuvre, toujours très discutée. Entrepris estimable puisqu'elle change des exécutions sommaires ou des éloges délirants habituellement de mise avec cet auteur. Mais chemin faisant, l'analyste résiste mal à la fascination des paradoxes et sa marche du « voir au savoir » se perd un peu dans les mirages des belles images et le ramage de la désinvolture. Un entretien avec J.-L. G. vient heureusement remettre les choses en ordre, c'est-à-dire à leur point de départ. Il ne vous reste plus, alors, qu'à revoir les films de l'auteur en question...

J.-J. V.

(1) « Le procès Clouzot », éditions du Terrain Vague.
(2) « Jean-Luc Godard », éditions Pierre Seghers.

MOULOUJJI PRODUCTEUR

Mouloudji, qui compose lui-même ses chansons, a décidé de produire lui-même ses disques. Son premier disque comporte quatre chansons : Le Déserteur, A Saint-Germain-des-Prés, Si je t'avais connue, Dame la Mort.

Ce disque sera vendu dans le commerce, par les disquaires, au prix d'un 45 tours normal, soit 9,80 F.

Nous tenons à votre disposition ce disque au prix de 7 F (+ 0,65 F pour la commande). S'adresser : 54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e.

« TRIBUNE SOCIALISTE » VOUS OFFRE moins chers que d'occasion quelques exemplaires neufs de magnifiques ouvrages presque épuisés avec faculté de retour

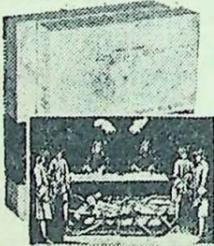


PANORAMA DE LA DANSE

par Serge Lido, Préface de Jean Cocteau

Jamais n'a été élevé à la gloire du Ballet un monument aussi riche que ce Panorama de la Danse qui réunit en 2 volumes 24x31 reliés pleine toile les numéros rarissimes d'une somptueuse revue et donne, sur 848 pages, 767 pages (!) de magnifiques photos en noir et en couleurs, où la grâce aérienne des corps sans défauts composa de ravissantes architectures. Une documentation unique sur le Ballet contemporain et un splendide livre d'art.

Les 2 vol. reliés 84 F au lieu de 156 F



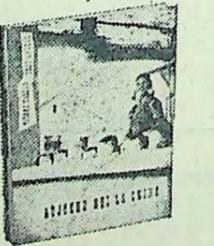
HISTOIRE DE LA MAGISTRATURE

par Marcel Rousselet

Premier Président de la Cour d'Appel de Paris

Les institutions, les usages, les événements et les grandes figures qui ont jalonné mille ans de vie judiciaire française, présentés en 2 magnifiques volumes 22x28 1/2 (plus de 1 000 pages - 232 documents en noir - 8 pages couleurs) - Un ouvrage de fond pour toutes les bibliothèques.

Les 2 volumes brochés 48 F au lieu de 175 F (reliés)



AUJOURD'HUI LA CHINE

par Pierre Gaspar (préface de Claude Roy)

La Chine Communiste, ce mystérieux pays aux 600.000.000 de visages, pose à la plupart d'entre nous, une inquiétante énigme. Voici enfin un livre qui soulève le voile et nous en restitue (grâce à de splendides photos prises sur le vif et des textes éblouissants) un portrait vivant, direct, familier. Un passionnant document qui est aussi : un véritable album d'art (142 documents en noir, 9 pages en couleurs), couverture laquée rigide en couleurs.

19,50 F au lieu de 40 F



LA PEINTURE HOLLANDAISE AU XVII^e SIECLE

par E. Huttinger

Un somptueux album d'art qui vous convie à une véritable redécouverte du « siècle d'or » de la peinture flamande. Un chef-d'œuvre de l'impression suisse. 72 documents en noir - 24 pages en couleurs - 173 pages format 22x30 sous couverture rigide et laquée en couleurs.

29 F au lieu de 46 F

BON à adresser à la Librairie Pilote 30, rue de Grenelle, Paris-8^e

Veuillez m'envoyer les ouvrages suivants

pour un montant total de Fr. somme que veuillez trouver inclus en un chèque mandat chèque postal joint à votre compte Librairie Pilote n° 13.905-31 Paris.

Il est bien entendu que je garde la faculté de renvoyer les ouvrages dans les 48 heures et que je serai dans ce cas immédiatement remboursé. T.S.

Nom..... Profession.....

Adresse.....

Variétés

MUSIC-HALL

pour tous en banlieue

« LES Tréteaux de France » (Direction Jean Danet) inaugurent leur cinquième année d'existence en ajoutant un nouveau volet à leurs activités. Cette compagnie itinérante visite annuellement 150 villes et villages (pour la plupart dépourvus de salles de spectacle). Sous son chapiteau on y joue les œuvres les plus marquantes du théâtre, celles de Musset, Shakespeare, Pirandello, Sartre, Camus, Claudel ou Feydeau ; on y présente des expositions retraçant le travail des grands metteurs en scène (en 1963, Louis Jouvet) ; on s'y soucie également de divertir les enfants avec un programme de marionnettes. Cette année, les soirées du mercredi (pendant les mois d'avril, mai, septembre et octobre) seront réservées au « Music-hall de France ».

Des prix peu élevés

Sous ce titre, Michèle Arnaud, Georges Brassens et Jacques Brel se sont associés pour donner des spectacles à des prix très peu élevés afin d'atteindre le plus large public possible. Pour les fondateurs de l'association, la qualité culturelle et littéraire compte davantage que les impératifs commerciaux. S'inspirant de l'expérience du T.N.P., ils ne se contentent pas de composer de belles « affiches », ils tiennent à faire acte de présence dans les « grands ensembles » de la banlieue (pour commencer). Quel véhicule pouvait mieux servir leur propos que l'organisme mis au point par Jean Danet en 1959 ?

Nous reviendrons prochainement sur cette intéressante entreprise. En attendant, voici quelles sont les vedettes des premiers rendez-vous de printemps du « Music-hall de France » : le 8 avril, à Châtillon-sous-Bagneux, Raymond Devos ; le 15, à Maisons-Alfort, Georges Brassens ; le 22, à Viry-Châtillon, Lény Escudero ; le 29, à Villejuif, Alain Barrière ; le 6 mai, à Draveil, Philippe Clay et Michèle Arnaud. C'est la gentille Suzanne Gabriello qui assurera la présentation de ces spectacles.

J.-J. V.

En Bref...

JOURNEES POESIE-CINEMA

En relation avec les prix de poésie Artaud et Voronca qui y sont traditionnellement décernés, aura lieu à Rodez, les 1^{er}, 2 et 3 mai 1964, un concours de courts métrages ouvert aux amateurs, indépendants et professionnels, pour des films de 9,5 mm, 16 mm et 35 mm, noir et couleurs.

Durée maximum des films : trente minutes. Limite des envois : le 15 avril 1964.

Pour tous renseignements, s'adresser à Jean Digot, 1, rue de Nattes, Rodez (Aveyron) Tél.: privé, 12-71 ; bureau, 0-79.

THEATRE RECAMIER

Du 8 avril au 7 mai inclus, la compagnie du Franc Théâtre présente : « Sacco et Vanzetti », de Rolli et Vincenzoni. Soirées à 20 h. 30. Dimanche, matinée à 15 h. Mardi, relâche.

Les 16, 23 et 30 avril, matinées classiques à 15 heures : « Elle s'abaisse pour triompher », de O. Goldsmith (compagnie Marie-Claire Valène).

Erratum

Les ballets soviétiques à Paris

Nous avons dans notre dernier numéro présenté l'un des ballets qui a obtenu le plus de succès lors de la présentation des « Etoiles du Ballet soviétique » au Théâtre des Nations.

Deux erreurs se sont glissées dans notre commentaire, que nous rectifions. Il s'agit du pas de deux de « La Flancée du vent », chorégraphie de Vera Boccadore, seule étudiante française à l'Institut chorégraphique de Moscou.

Théâtre UN NAPOLEON QUI REGRETTE D'AVOIR TRAHI LA REPUBLIQUE



Claire Maffei et Jacques Maclair dans une scène de « Un jardin sur la mer ou... Si Napoléon », au Théâtre de l'Alliance Française.

Un Jardin sur la Mer, ou Si Napoléon... la nouvelle pièce de Claude Vermorel, nous montre, à Sainte-Hélène, Napoléon déchu, hanté par sa grandeur passée, et poursuivant toujours le rêve dérisoire d'un nouveau « retour » triomphal. Mais surtout, entré vivant dans l'Histoire, l'Empereur recherche en lui-même et à travers ses proches la justification de son destin, il s'emploie à modeler pour la postérité son propre personnage.

Même sur cette île lointaine, pourtant, la réalité se heurte aux illusions, à la légende : la double confrontation de Napoléon avec deux hommes de couleur, un Indien du Mexique, Huan, et un domestique malais, Tobie, mettra en lumière toute l'ambiguïté de l'aventure napoléonienne.

Huan, bravant mille obstacles, a fait le tour du monde pour venir délivrer Napoléon, en qui il voit le flambeau de la Révolution française, le libérateur des peuples. Il veut l'emmener en Amérique ou, prenant la tête des « 3.000 insurgés de la Sierra Madre », il apportera à « dix millions d'hommes qui n'ont jamais souri », « le signal qui les dressera face aux porteurs de jouets ». Mais, déçu, le jeune rebelle devra bientôt admettre que son héros n'a que mépris pour lui et ses parents, les hommes de couleur, les pauvres. « S'il vous suivait, lui dit Fanny Bertrand, qui connaît bien l'Empereur, avant 3 mois, il prendrait la tête des troupes de l'ordre pour vous exterminer... »

(Droit et liberté, 15 avril 1964.)

Voici les premières critiques sur cette pièce aux résonances très actuelles et que nous conseillons à tous nos amis d'aller voir au Théâtre de l'Alliance Française (101, bd Raspail). (Demi-tarif sur présentation de la carte du Parti.)

De toutes les pièces qu'on a écrites sur Napoléon, la pièce de Claude Vermorel est celle qui mêle le mieux la vérité au romanesque.

Pierre Marcabru (Paris-Presses).

D'heureux passages, agréables moments dans la comédie et la satire, des tirades parfois bienvenues, un dialogue souvent nerveux, des répliques qui claquent... Claire Maffei se montre toujours juste, exacte, précise dans la nuance. Elle a l'intelligence,

l'instinct, le mouvement. L'Empereur Maclair l'écoute excellemment... Quelle intensité alors ! C'est là que je l'ai préféré. La voix de M. Doula Seck nous émeut... son jeu paisible a beaucoup de poids. Quant à M. Med Hondo il est la jeunesse même, la flamme, la fierté, la dignité, la noblesse et la pureté.

Jean-Jacques Gautier (Le Figaro).

La pièce est solidement construite, le texte très dense multiplie adroitement les références à la carrière de l'Empereur.

Guy Leclerc (L'Humanité).

De fortes scènes au dialogue sobre et nerveux... Toute la fin prend une hauteur sereine à la fois émouvante et belle.

André Ransan (L'Aurore).

Voilà une pièce sympathique, bien troussée... joliment interprétée. Mise en scène irréprochable de Jacques Maclair.

Jérôme Favart (L'Humanité Dimanche).

De l'Anouilh en moins acide, en moins sceptique, en plus... républicain.

Poirot-Delpech (Le Monde).

Une action riche en péripéties, des personnages et des problèmes qui ne peuvent que passionner les antiracistes.

(Droit et liberté).

Musique

Disques économiques

TOUTES les grandes firmes productrices de disques s'attachent à donner des disques de qualité convenable pour des prix inférieurs à ceux du catalogue normal.

J'ai déjà signalé de nombreux disques de qualité édités dans les séries économiques. La firme Philips reprenant un certain nombre d'enregistrements de 1962 souvent enregistrés en Amérique par « Mercury », nous donne une collection « Les grands maîtres » qui devrait servir de base à une discothèque de par le choix des œuvres, toutes connues.

Le pressage est bon, le bruit de surface peu important, les versions stéréo donnent une bonne impression de profondeur.

Il reste que vous aurez avantage à

ne prendre que les enregistrements de chefs ayant fait leurs preuves.

A cet égard la version d'Antal Dorati de « Shéhérazade » de Rimsky-Korsakov est somptueuse, je recommande plus particulièrement pour cette œuvre la version stéréo (Philips 838.501 VY).

La seule manière d'obtenir une diminution du prix des disques est de demander la suppression de la taxe de luxe établie par le gouvernement du général de Gaulle ; jusque-là les disques classiques considérés comme « biens culturels » étaient exonérés de cette taxe de 25 %. On ne sache pas que M. Malraux, ministre de la Culture, ait protesté.

Pierre Bourgeois

Cinéma

« Faites sauter la banque »

de Jean Girault

Ne faites surtout pas un pas pour aller voir ce faux jeu d'artifice, ou alors prenez-en votre parti, car la poudre est mouillée. De Funès est visiblement fatigué de faire pour la nième fois les mêmes grimaces ; quant à Mlle « Zazie » Demongeot, elle a mal grandi. M. Girault manque de coffre et sa banque ne cache dans ses sous-sols de carton bouilli que des lingots de plomb.

« Les flèches brûlées »

de Ray Enright

Vols de bétail, attaques de diligence, chanteuse de saloon au charme inquiétant, tricheur professionnel, teneur de comptoir enrichi dans la razzia, flicqueur de service, rangiers en uniforme bleu foncé, Indiens bien naïfs... Ray Enright a réuni tous les ingrédients du western classique pour ses « Flèches brûlées ». Mais il ne s'est guère foulé pour agencer tout cela. Sterling Hayden a vite fait de reconstituer le puzzle et découvrir le visage du mystérieux hors-la-loi qui terrorise tout l'Arizona, n'est pour lui qu'un jeu sans surprises. Il faut attendre l'assaut du fortin où s'est réfugié le bandit pour éprouver un début d'émotion véritable ; mais c'est déjà la fin et l'on devine que tout va s'achever dans un baiser en gros plan. Bon appétit, les enfants...

J.-J. V.

Robert Enrico a reçu le prix Jean-Vigo pour La Belle Vie, film dont nous avons rendu compte dans notre numéro du 8 février. Enrico prépare actuellement une série de trois courts métrages : Daphné (avec Dany Saval et Théo Sarapo), L'Innocent et La Gabardine, pour la télévision française.

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Semaine du 1^{er} au 7 avril

Certains l'aiment chaud

avec Marilyn Monroe

Au même programme

La ruée vers l'ouest

avec les Marx Brothers

en V.O.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 1^{er} au 7 avril

TRAIN DE NUIT

Un film polonais

MAZIOL MET LA MAIN SUR LES H.L.M.

LE coup de force contre les H.L.M., que le gouvernement a opéré à la veille de Noël, est actuellement complété par toute une série de coups de main, où le gouvernement lance ses commandos de vieillards. Vous avez bien lu : Maziol achève de mettre la main sur les offices d'H.L.M. par vieillards interposés.

Non content d'avoir expulsé le 19 décembre des conseils des offices la plupart des représentants des usagers (les deux locataires, le syndicaliste, le mutualiste, le représentant des familles, les deux représentants des organismes d'H.L.M., enfin, le tiers des élus municipaux et départementaux), le ministre de la Construction cherche à mettre la main sur les présidences des offices. Il ne lui suffit donc pas d'avoir la possibilité de bloquer les conseils des offices (où il possède désormais la moitié des voix), il veut aussi avoir des « présidents inconditionnels ».

Pour ce faire, il opère en deux temps :

① Il nomme actuellement, département par département, des administrateurs inconditionnels (6 pour 12), choisis parmi les hommes d'affaires ou les fonctionnaires qui lui sont totalement dévoués.

② Il prend soin de désigner parmi eux un personnage d'âge plus que canonique, de façon qu'en cas probable de partage des voix par moitié, ce soit lui qui rafle la présidence.

Les précédents de Paris et de la Seine

A ceux qui s'étonneraient d'un tel machiavélisme, il est facile d'opposer les faits. Ce qui vient de se passer pour les offices de Paris et du département de la Seine est on ne peut plus significatif.

A Paris, Maziol a fait désigner par son nouveau préfet (Haas-Picard, ami de Defferre et S.F.I.O., dit-on) six personnes parfaitement inconnues pour le représenter au conseil d'administration de l'Office. Comme par hasard, l'un d'eux avait 84 ans, alors que le président sortant de l'office, Watelet, conseiller municipal indépendant, n'en a que 70.

Il s'est passé ce qui était prévu : les quatre élus — Berlemont (communiste),

Cayeux (M.R.P.), Faber (Centre républicain) et Watelet — ainsi que le représentant de la Caisse d'Allocations familiales (M. Brisson) et celui de la Caisse d'épargne (l'ancien sénateur indépendant Brunhes) ont voté pour reconduire Watelet à la présidence ; mais les six voix du préfet ont, comme un seul homme, voté pour le vieillard de 84 ans. Au bénéfice de l'âge, celui-ci a été élu.

La même chose a failli se produire à l'office de la Seine. Les six délégués du préfet, tous inconnus — sauf un — ont remplacé des sortants qui n'avaient pas démérité. Parmi ceux-ci, le président Grunbaum-Ballin, qui fut un des fondateurs des H.B.M. et qui restait fort actif en dépit de son âge ; Gosnat, administrateur de l'office d'Ivry, grand constructeur ; le médecin Haze-Namm. Au moment du vote, tous les délégués du préfet ont voté pour l'un des leurs, l'ingénieur en retraite Lefebvre-Dufrey.

Des batailles "clochemerlesques"

Mais en dépit de son âge, celui-ci n'a pu battre le représentant des Caisses d'épargne, pour qui avaient voté les quatre conseillers généraux administrateurs de l'office et le représentant de la Caisse d'Allocations familiales. En effet — le ministre n'avait pas prévu ce coup-là — l'administrateur de Caisse d'épargne était plus âgé que l'inconditionnel ingénieur en retraite...

N'était la gravité du sujet, on rirait de ces batailles « clochermerlesques », à coups d'extraits de naissance. Mais l'enjeu que constitue le sort de la construction sociale en France empêche de trop ironiser.

La preuve en est faite que, non seulement le pouvoir gaulliste entend empêcher le développement de la construction sociale (en quatre ans, la construction d'H.L.M. locatives a diminué de 4 p. 100 en France alors que la construction chère augmentait du tiers), mais encore qu'il entend s'en assurer le contrôle. Fût-ce avec des vieillards.

Le ministre confondu par lui-même

Cette double affaire, qui va se répéter dans un certain nombre de communes ou de départements, montre en outre le

caractère mensonger des déclarations légitimes de Maziol ces derniers mois :

● Les administrateurs sortants n'ont pas démérité, a répété le ministre pendant des semaines. Mais il les chasse tous des offices, ce qui est un singulier remerciement.

● Je donnerai des instructions pour que les personnes qualifiées soient reconduites dans leurs fonctions, ajoutait-il. En réalité, la quasi-totalité des gens compétents sont éliminés des conseils des offices.

● Il faut dépolitiser les offices, disait encore Maziol. Mais ses délégués votent, comme par hasard, tous pour le candidat du pouvoir, sans jamais mélanger leurs voix à celles des élus de la population (quels que soient les groupes politiques auxquels appartient ces élus, des communistes aux indépendants).

● Il faut donc que ces offices deviennent plus efficaces, concluait le ministre. En fait, il place à leur tête des gens sans expérience et bloque les crédits dont dépend finalement le volume de la construction H.L.M.

Politisation à sens unique

Rien de tout cela ne peut certes nous étonner. Le P.S.U. avait d'ailleurs été l'un des premiers à prendre position contre la réforme du 19 décembre et à en dénoncer le caractère de politisation à sens unique.

Mais l'exemple des faits vaut mieux, pour convaincre l'opinion, que de simples affirmations. Il est maintenant extrêmement simple de confirmer autour de nous le bien-fondé de ce que nous avons dit.

Ce n'est pas en mettant la main sur les offices d'H.L.M. que Maziol parviendra à effacer son échec aux élections cantonales de Haute-Garonne. Son échec électoral préfigure simplement le sort futur de l'actuelle majorité, qui, pour tenter de proroger son influence, n'hésite pas à multiplier les abus de droit.

M. RUNGIS.